

DEUX
ERREURS
DE GEMAYEL
page 8

L'INDUSTRIE FLORISSANTE DE LA CHARITÉ

pages 2 à 5

Donner

Donner. L'homme a d'abord appris à donner la vie. Puis la subsistance aux siens. Ce furent probablement là ses premiers gestes « sociaux ». Avec le temps, ses dons se sont multipliés, devenant même une condition implicite de sa vie de groupe: une sorte de troc en vertu duquel il obtenait certains avantages en échange de biens ou de services qu'il donnait lui-même.

Aujourd'hui, le geste de donner s'est hautement raffiné: un individu assis devant son téléviseur une certaine nuit décroche le téléphone pour donner de l'argent à une organisation luttant contre la paralysie cérébrale. Le geste n'est plus interpersonnel: il intéresse un autrui anonyme. Geste gratuit? De fait, on connaît mal les motivations profondes du donneur.

Reste que les Québécois ont donné 2,8 millions \$ lors du téléthon du week-end dernier. La dernière campagne de Centralde a recueilli près de 15 millions. Au Québec, la charité au sens large représente une affaire d'un milliard par année. De six milliards au Canada. C'est d'une véritable industrie dont il faut parler.

Pierre Racine, en pages 2 et 3, lève le voile sur cette industrie. Ceux qui la commandent, les appareils mis en place, les donateurs. Parmi ceux-ci, les grandes entreprises: Maurizia Binda, en page 4, leur a demandé d'expliquer les critères sur lesquels elles s'appuient pour donner. Pour sa part, Albert Juineau en page 5 regarde comment fonctionne cette industrie dans les pays européens par rapport à l'Amérique.

En Europe incidemment, on se prépare aux élections communautaires: le nom de Simone Veil rallie la droite française dans cette course et Jean-François Lisée à Paris explique en page 6 que ce choix pourrait avoir des conséquences lors des présidentielles françaises.

Entre-temps, Beyrouth n'en finit pas d'être bombardée. Robert Pouliot rappelle en page 8 les données du problème libanais et souligne en particulier les erreurs de parcours commises par le président Gemayel ces derniers mois.

Enfin, qu'il nous soit permis de signaler aux lecteurs de PLUS que le présent numéro marque le premier anniversaire du magazine. Le premier numéro de PLUS est en effet paru le 12 février 1983. La Rédaction souhaite à ses lecteurs qu'ils trouvent autant de plaisir à lire PLUS qu'elle en ressent à le produire.

La Rédaction



Serge Grenier

L'EMPIRE DES SENS

MAGAZINE

LIVRES

À droite toute

Facile de ne pas avoir de vraie gauche quand on n'a pas de vraie droite. Mais ce n'est pas le cas de notre mère-patrie la France, où la droite, républicaine ou monarchiste, a des muscles. *Paris Match*, bien sûr, où tout ce qui vient de gauche est honni, où la nostalgie de la monarchie comble d'aise le plus demeuré des descendants par la fesse gauche de Louis XIV ou du duc de Bourgogne. Et *Le Figaro*, qui vilipende comme pas un tous ces sociaux et ces cocos (communistes) qui gouvernent la France. La droite pure laine, la droite au coton.

RESTAURANT

Dîner à Westmount

Pète-t-on plus haut que son trou à Westmount-en-bas? En tout cas, avenue Greene, ce ne sont que boutiques vachement élégantes, magasins en vision, Mercedes descendues de la montagne, cheveux bleus. Un nouveau restaurant, *La Maison du Dauphin*, propose à sa clientèle, principalement anglophone, une carte variée comprenant quelques spécialités louisianaises. Des murs gris, des éclairages savants, des miroirs. C'était dimanche, en tout début de soirée, car on dîne tôt à Westmount. La musique était discrète, les clients chuchotaient, les employés se déplaçaient à pas feutrés. Nous commandâmes en français, of course. Nous entamâmes le repas avec une soupe (gombo) au curry et à l'ananas. Nous la trouvâmes étonnante et savoureuse. Puis, nous nous envoyâmes un poisson comme les Cajuns les aiment. Nous nous rinçâmes le dalot d'une bonne bouteille à prix fort raisonnable. Nous couronnâmes le tout d'un dessert bien frais. Nous bûmes notre espresso, nous fumâmes, nous rotâmes (tout bas), nous payâmes et, les Westmountais se couchant tôt, nous fûmes parmi les derniers à sortir. Dehors, l'avenue Greene grelottait. Les Mercedes étaient retournées sur la montagne et nul vision ne trottnait sur le trottoir. Seules les boutiques nous regardaient avec leurs étalages narquois. Nous traversâmes le bien nommé Westmount Square et nous primes le métro. Direction est. Ah, pour un beau dîner, ce fut un beau dîner!

600 pages à rire

Une femme, un homme. Un roman et un recueil de textes humoristiques. *Maryse de Francine Noël*, chez VLB; *Comment passer à travers la (ma)crise*, de Serge Langevin, chez Croc. Les 424 pages de l'un et les 204 pages de l'autre se lisent comme un charme. Le lecteur idéal (parce qu'il s'y reconnaîtra?): l'Outremontois de la trentaine ou de la quarantaine, ou celui qui rêve de l'être. Vaut aussi pour Duvernay-Laval, Ahuntsic et Notre-Dame-de-Grâce.

À LA TÉLÉ

L'impact Scully

Costume sombre et cheveux blonds, internationaliste, citoyen de Montréal et de New York, Robert-Guy Scully anime brillamment *Impacts* le samedi à Radio-Canada. Sobriété de la présentation, préoccupation de l'avenir, participants soigneusement choisis. La question sous-jacente à chacun des sujets traités: que serons-nous demain? Sérieux sans être grave, présentant sans prédire, Scully mène le bal avec grâce et autorité.

LANGUE

Un peu de chfal

Le parlant chfal, c'est le joueur de hockey qui «travaille comme un arrache-pied». C'est le commentateur d'un match de tennis qui parle d'un joueur ambigu, pour ambidextre. C'est à l'année ronde pour à l'année longue. C'est conter la pomme et, probablement, chanter fleurette. C'est emboîter le mouvement au lieu du pas. C'est prendre parti pris. C'est un préacquis pour un prérequis. C'est passer du coq à l'homme. C'est, comme me le signale une lectrice, s'inscrire à un atelier de dynamite de groupe, acheter quelque chose qui coûte les yeux de la terre, c'est dire «Elle est passée très vite, je ne l'ai qu'entre-perçue». Et c'était, lorsqu'il régnait en Arabie Saoudite, parler du roi Fécal au lieu du roy Fayçal.

L'INDUSTRIE DE LA CHARITÉ

Une grande quête de 6 milliards \$ au Canada



Pierre Racine

Pendant que l'industrie québécoise colmate les brèches de la crise en parachutant des ordinateurs 16 bits dans les bureaux de direction et en robotisant tout ce qui bouge, l'industrie florissante de la charité — plus de 6 milliards \$ de revenus au Canada en 1981 — mise, elle, sur une technique millénaire: de la bonne volonté et des bras... Comme des apôtres enflammés par une foi subite, près de trois millions de Canadiens empruntent chaque année le chemin du porte à porte, bénévolement; leur seul outil: une main tendue au nom de la misère humaine. Un affront au «virage technologique»...

Pourtant «les philanthropes» comme on les appelle aux États-Unis n'en sont pas moins efficaces: bon an mal an, les revenus de cette industrie augmentent de 10 p. cent. À Montréal par exemple, on dénombrait 139 campagnes de sollicitation publique en 1979 pour un objectif de 62 millions \$; l'année suivante il n'y avait pas moins de 164 campagnes pour un objectif de 106 millions \$. Les Américains ont assisté l'année dernière à une progression de 11,8 p. cent des revenus de charité drainés sur leur territoire, soit 59,9 milliards \$.

D'où proviennent ces fonds? Au Canada ils sont constitués surtout de dons qui comptent pour environ 40 p. cent du total des revenus; là-dessus les deux-tiers proviennent des particuliers. L'industrie canadienne de la charité dépend aussi dans une large mesure de subventions gouvernementales qui occupent à peu près 23 p. cent des revenus totaux. Le reste provient surtout de la vente de biens comme les macarons et les calendriers.

Au Québec toutefois le portrait est différent. La «charité gouvernementale» est ici presque inexistante, contrairement à l'Alberta par exemple où les divers paliers de l'administration locale et provinciale participent massivement par l'injection de subventions dans mille projets philanthropiques. Ce qui n'enlève rien à la «bonne foi» des Québécois qui ont englouti en 1981 quelque 120 millions \$ en dons de charité. Cela ne comprend pas les 100 millions \$ versés en loteries et bingos à des fins charitables.

Quant aux corporations privées, elles auraient fait don l'année dernière, selon une projection du ministère du Revenu du Québec, de 112 millions \$ à des organismes de charité. Il s'agit donc d'une industrie colossale qui représente au Québec une manne annuelle d'au moins 300 millions \$.

Ce chiffre dépeint mal la réalité cependant puisqu'il ne tient compte que des dons directs effectués par les ménages et les compagnies à l'endroit des organismes de charité enregistrés. Si on prend en considération l'ensemble des dons aux institutions comme les hôpitaux et les universités par exemple, ainsi que tous les revenus tirés des groupements religieux (la quête à la messe le dimanche...) de même que les sommes drainées par le biais des ventes effectuées par les organismes charitables on arrive à un chiffre de plus d'un milliard \$ au Québec seulement.

Chose certaine, les compagnies québécoises n'ont pas à rougir puisque celles-ci participent pour plus du tiers des dons directs consentis par l'ensemble de notre collectivité alors que les corporations américaines donnent tout

juste 5 p. cent du total des contributions du peuple américain.

La contribution de chacune varie toutefois beaucoup. Chez Molson, 2 p. cent des profits avant impôt vont aux dons de charité; chez Bell Canada ce pourcentage est de 0,5 p. cent. Même chose pour Alcan. Ces donateurs «corporatifs» ne prennent pas la charité à la légère; chacun possède un barème strict d'évaluation: une batterie d'experts scrutent avec minutie l'état financier de tous les solliciteurs. Plusieurs compagnies possèdent d'ailleurs un comité des dons qui travaille presque en permanence. Ce n'est pas étonnant lorsqu'on sait que certaines corporations sont affublées de plus de 600 demandes par années! Et que les sommes mises en jeu dépassent souvent la simple «sympathie sociale». Bell Canada par exemple fait don de plus de 700 000 \$ au Québec à divers organismes.

Où vont ces sommes? La ventilation des dépenses au chapitre des dons des compagnies change d'un endroit à l'autre. Les brasseurs accordent une priorité aux groupements qui prônent la modération comme La Maison Jean-Lapointe par exemple. Ainsi Labatt consacre 20 p. cent de son budget des dons à ce type d'organisme. Chaque entreprise possède quand même sa propre philosophie.

La ventilation des dons chez Bell Canada diffère beaucoup de celle de Labatt. La première consacre 21 p. cent de ses dons à l'éducation alors que Molson n'y consent que 10 p. cent. Bell accorde aussi moins d'importance à la culture (9

Quand les grands du capital se font généreux



→ p. cent des dons) que Labatt (15 p. cent).

Centraide

Une grande partie des fonds de charité des grandes entreprises se retrouvent quand même, invariablement, dans les poches de Centraide qui détient un monopole dans le créneau des organismes à but non lucratif: sur les 169 organismes qui sollicitèrent le public en 1981 dans la ville de Montréal, Centraide a recueilli plus des 13 p. cent des fonds, soit 9,5 millions \$. Le gigantisme de Centraide arrange par ailleurs fort bien les grosses corporations qui n'ont pas à analyser dans le détail les bilans de mille organismes de tous poils; on donne une grosse somme à Centraide (100 000 \$ dans le cas de Bell) qui se donne le mal de la distribuer à sa guise, et on a la conscience tranquille. Cette bonne relation entre Centraide et les grandes corporations se répercute inéluctablement dans la provenance des fonds de l'organisme qui proviennent à plus de 40 p. cent de compagnies privées.

Évidemment, malgré tout le bon vouloir de nos grandes donneuses corporatives, les sommes versées par les compagnies québécoises n'ont rien à voir avec les montants fabuleux parachutés dans l'arène américaine de la charité par les «monstres» du capitalisme continental. En tête de liste figure Exxon qui a versé en 1980 plus de 38 millions \$ en dons de charité, suivie de IBM avec 35 millions \$, Atlantic Richfield avec 34 millions \$, General Motors avec plus de 22 millions \$ et Mobil Oil qui a contribué à soulager la misère par des dons qui s'élèvent à 20,6 millions \$...

Et que dire du magnat de Coca-Cola, Robert Woodruff, qui a don-

né personnellement plus de 215 millions \$ depuis 1937 en dons de charité. Il détient d'ailleurs le record de la plus grosse somme versée par un particulier dans une seule année dans l'industrie philanthropique, soit en 1979 alors que ses dons s'élevaient à 105 millions \$.

Il est par ailleurs assez étonnant de constater que les trois «grands» de l'automobile aux États-Unis, GM, Ford et Chrysler ont versé des sommes colossales en 1980 (plus de 33 millions \$ à eux trois) alors même qu'ils affichaient tous des pertes nettes de plus d'un milliard \$ en moyenne cette même année.

Doit-on louer une telle attitude? Il est certain que les grosses compagnies américaines donnent en général plus d'argent que leurs pendantes québécoises; la plupart de celles-là consacrent en effet entre 1 p. cent et 2 p. cent de leurs profits avant impôt à des organismes philanthropiques. Au Québec rarissimes sont celles qui dépassent le cap du 0,5 p. cent (en majorité, pour ne pas le dire, les brasseurs, tous anglopho-

nes...) Cela dit, une très petite partie des corporations américaines font des dons: moins de 6 p. cent d'entre elles contribuent pour plus de 500 \$. En cela la situation est la même au Québec: la charité, en ce qui a trait aux entreprises, demeure l'apanage des grosses corporations qui ont les moyens de mettre sur pied des «comités des dons».

Une question reste en suspens: à qui profitent tous ces dollars lestement proposés par les mains charitables du public? La grande partie des fonds va à des organismes religieux; au Canada plus de 40 p. cent de tous les revenus de l'ensemble des organismes charitables enregistrés (quelque 6 milliards \$) aboutissent dans les caisses de divers groupements à caractère religieux. Ceux-ci constituent d'ailleurs 60 p. cent du nombre total des organismes au pays. C'est du moins la conclusion à laquelle parvient l'étude de David P. Ross (1983) commandée par le Secrétariat d'État du Canada.

Ces chiffres étonnent mais se comparent à ceux soutenus dans

une étude américaine préparée par l'Association of Fund Raising Council et qui évalue à 46 p. cent la part des contributions totales du peuple américain accaparée par les organismes religieux.

Les revenus de la seule Église catholique au Québec, constitués à plus de 75 p. cent par des dons, s'élèvent à plus de 130 millions \$, soit plus que les sommes totales amassées dans une année par les quelque 160 organismes à but non lucratif sur l'île de Montréal... Si on ajoute à cela les églises anglicanes, les congrégations baptistes, les couvents et monastères, les congrégations luthériennes et mennonites, et j'en passe, ces statistiques prennent tout leur sens. Dans l'ensemble de l'Amérique du Nord, les organismes religieux drainent pas moins de 25 milliards \$ par année, là-dessus plus de 20 milliards \$ en contributions de particuliers.

Il ne faut pas quand même se laisser impressionner outre mesure par ce déferlement de chiffres ennivants. L'industrie de la charité dans son ensemble se fait gruger tranquillement par l'inflation. Autrement dit la valeur réelle des dons effectués par la collectivité, autant québécoise qu'américaine, tend à décroître.

Entre 1969 et 1978 les dons par ménage sont passés au Canada de 81,30 \$ à 132,20 \$, soit une hausse de 62 p. cent. Mais pendant la même période, l'indice des prix à la consommation a progressé de 86 p. cent. Des statistiques de United Way / Centraide montrent le même déclin général de la générosité publique: entre 1970 et 1981 les dons à United Way / Centraide ont connu un gain de 100 p. cent mais pendant la même période les prix à la consommation ont grimpé de 144 p. cent.

Aux États-Unis, on peut constater le même phénomène: en 1980 les dons ont augmenté de 10,2 p. cent pendant que l'inflation prenait 12,4 p. cent. L'industrie est-elle pour autant en crise? Non; il s'agit pour le moment d'une légère désaffection. Et celle-ci tient peut-être à la mauvaise presse de certains organismes dont les frais d'administration, parfois aberrants, commencent à être connus du public, frais qui augmentent d'année en année.

Sur le territoire de l'île de Montréal la moyenne des «frais de cueillette» affichée par l'ensemble des organismes y oeuvrant est passée de 3,9 p. cent en 1969 à près de 9 p. cent en 1981. Il est évident que des organismes comme Centraide, vu leur gigantisme, ne peuvent éviter des frais administratifs (les dépenses de Centraide totalisaient en 1983, 2 212 205 \$, sur des revenus de 13 971 382

\$, soit 15 p. cent en frais d'administration).

Il est moins évident par contre que le gigantisme doive tout justifier. Les Services communautaires juifs de Montréal, le plus gros solliciteur public en valeur au Québec (plus de 21 millions \$ de recettes en 1981) connaît des frais de cueillette de moins de 6 p. cent...

Il est encore moins acceptable que des plus petits solliciteurs connaissent des frais qui dépassent 25 p. cent des montants amassés comme le Musée des Beaux-Arts qui a connu lors de sa sollicitation en 1981 des dépenses de 37 000 \$, soit près de 27 p. cent, sur un total de 144 000 \$ recueillis. Oxfam-Québec n'est pas non plus un modèle d'efficacité avec des frais de 24,75 p. cent en 1981. Et que dire d'Unicef-Québec dont les dépenses administratives s'élèvent à plus de 30 p. cent alors qu'Unicef-Canada s'en tire avec moins de 20 p. cent.

Par contre d'autres organismes s'en tirent avec des frais à peu près nuls comme le Service universitaire canadien outre-mer (Suco) dont les dépenses de collecte ne s'élevaient en 1981 qu'à 2 p. cent. On ne peut pas en toute bonne foi justifier de tels écarts de l'un à l'autre, et certains organismes devront à coup sûr revoir leur «gestion» afin de protéger une image de marque de plus en plus difficile à maintenir bien souvent.

Contre vents et marées, l'industrie de la charité s'adapte quand même aux «fluctuations du marché»; s'il n'y a plus d'argent à gauche, on va le chercher à droite... Ainsi, depuis la baisse de la générosité du public américain, l'industrie a trouvé un moyen original de recueillir des fonds par le biais de certaines municipalités qui publient désormais un «livre de cadeaux» (*gift handbook*) dans lequel sont énumérés tous les rêves de celles-ci, avec les montants correspondants...

La ville de Lake Forest dans l'Illinois publie ainsi son «livre des rêves» dans lequel on retrouve par exemple des items comme un lac artificiel pour le 18ème trou du club de golf municipal au coût de 30 000 \$... La municipalité n'a plus qu'à attendre que le poisson morde. Depuis la sortie de son livre en septembre, Lake Forest a reçu 104 000 \$ en dons... Il est étonnant que le maire Drapeau n'ait pas eu cette idée géniale avant les autres!

En attendant que l'industrie invente de nouvelles tactiques de marketing pour séduire un public étouffé par une sollicitation de plus en plus massive, les «philantropoides» poursuivent leur chemin de Damas et s'infiltrant partout. Justement quelqu'un sonne à la porte...

Février, c'est le «mois du coeur», nous rappelle ce temps-ci un organisme à but non lucratif bien connu. Les grands mendiants institutionnels comme la Fondation du coeur suscitent généralement la sympathie du simple citoyen. Pour diverses raisons — personnelles souvent —, il donnera à l'un ou l'autre des solliciteurs. Au niveau des grandes sociétés cependant, le geste de donner procède de critères beaucoup plus rigoureux, calculés.

André Bachand, du Fonds de développement de l'Université de Montréal, note que les grands philanthropes se dotent de comités de dons qui ont pour tâche de répartir judicieusement les fonds entre divers organismes s'occupant de santé et bien-être, d'éducation, de culture et de sports. Ces comités de dons sont d'autant plus essentiels qu'une entreprise comme la Banque de Montréal par exemple reçoit quelque 3 000 demandes d'aide par année. En général, une grande société est sollicitée environ 500 fois par année.

Pour mieux y voir clair, des entreprises comme Alcan, la Banque Royale et les Pétroles Esso se sont dotées d'un consultant, l'Institut de recherches en dons et en affaires publiques (IRDAP). Cet organisme conseille les entreprises-membres en matière de planification, les informe sur les solliciteurs et sur l'état des besoins de la collectivité, jauge enfin les nouvelles orientations des pouvoirs publics à l'égard de ces besoins sociaux. L'IRDAP finalement favorise les échanges entre l'entreprise, l'organisme solliciteur et les pouvoirs publics.

Selon le président de l'IRDAP, Richard Hopkinson, 325 entreprises ont versé en 1983 71,8 millions \$ à une foule de solliciteurs, en baisse légère par rapport à 1981. Hopkinson note que la tendance des entreprises à donner est demeurée étonnamment stable en dépit des baisses de bénéfices, voire des pertes, consécutives à la récession.

Climat social

En somme, une situation provisoirement difficile pour la grande entreprise n'affecte que très peu sa politique des dons. Le président du comité des dons d'Alcan, Frank Wisner, explique que le maintien d'un climat social sain fait partie de la politique de l'entreprise en ce que ce climat social est indissociable de l'essor des entreprises qui ont prospéré au Canada. Des facteurs plus spécifiques jouent également: la nécessité par exemple de subvenir à certains secteurs de l'enseignement spécialisé, cela au bénéfice des entreprises en définitive.

Si toutes les causes sont bonnes, laquelle est la meilleure? Les comités des dons des entreprises ont développé des grilles d'appréciation. On cherche à savoir par exemple si les visées de l'organisme solliciteur sont compatibles avec la philosophie de l'entreprise.

Jack Moore, vice-président de la Banque Royale, rappelle que les entreprises ont une personnalité propre. Aussi, les sociétés axées sur la technologie par exemple parraineront plus volontiers les recherches universitaires; les compagnies comptant un grand nombre de femmes dans leurs

Quand donner devient une science



Maurizia Binda

rangs seront portées à soutenir les orphelinats ou organisations féminines; l'industrie lourde viendra plus spontanément en aide aux hôpitaux, etc. Dans cette veine, les Pétroles Esso verse 7 000 \$ par année sur trois ans à chacune de 30 universités canadiennes pour aider la recherche énergétique.

De façon générale, l'aide aux services de santé et de bien-être occupe une place prépondérante: elle accapare 38 p. cent des dons des entreprises, dont 7 p. cent aux hôpitaux. L'Alcan par exemple, multinationale de la métallurgie, consciente des retombées de la recherche en maladies industrielles, accorde une attention particulière au Centre des brûlés et à la recherche médicale en général.

La géographie

L'emplacement de l'entreprise constitue également un critère im-

portant. À Montréal, les Pétroles Esso a contribué au lancement des Grands Ballets canadiens en 1951. Alcan pour sa part choisit spécialement la région de Chicoutimi où se trouvent ses grandes alumineries.

L'entreprise tiendra compte également dans ses dons de l'efficacité administrative du solliciteur. Par exemple, la Fondation québécoise du coeur est considérée comme un bon administrateur. Pour chaque dollar reçu, 69 cents vont à la recherche, 19 cents aux activités communautaires, 7 cents à la campagne et 5 cents à l'administration. Ce type de bilan est jugé plus intéressant que celui

d'autres organismes qui s'engagent dans des opérations publicitaires monstres ou dans les téléthons dispendieux.

Le grand donneur considérera ensuite la valeur intrinsèque du projet. À cet égard, les problèmes de pauvreté et de santé retiennent une attention prioritaire. Le fait que 23 p. cent des gens meurent du cancer et 48 p. cent de maladies cardio-vasculaires crée un préjugé en faveur de la Société canadienne du cancer et les Fondations du coeur. La Fondation québécoise du coeur, créée il y a 25 ans, s'enorgueillit de sa contribution à une baisse, depuis cette date, de 31 p. cent des maladies cardiaques chez les moins de 65 ans, note Daniel Péloquin, directeur de la campagne en cours.

Des organismes à vocation particulière comme le YMCA occu-

pent une place privilégiée dans le coeur des grands donateurs. Le YMCA, qui fut le premier à offrir des cours du soir aux adultes, jouit de l'estime particulière de la Banque de Montréal et des Fondations McConnell et Crabtree, de même que d'une vingtaine de sociétés de fiducie. Jean-Pierre Nolet, du YMCA, note que les contributions de l'entreprise privée ont compté en 1983 pour 960 000 \$ d'un budget de 12 millions.

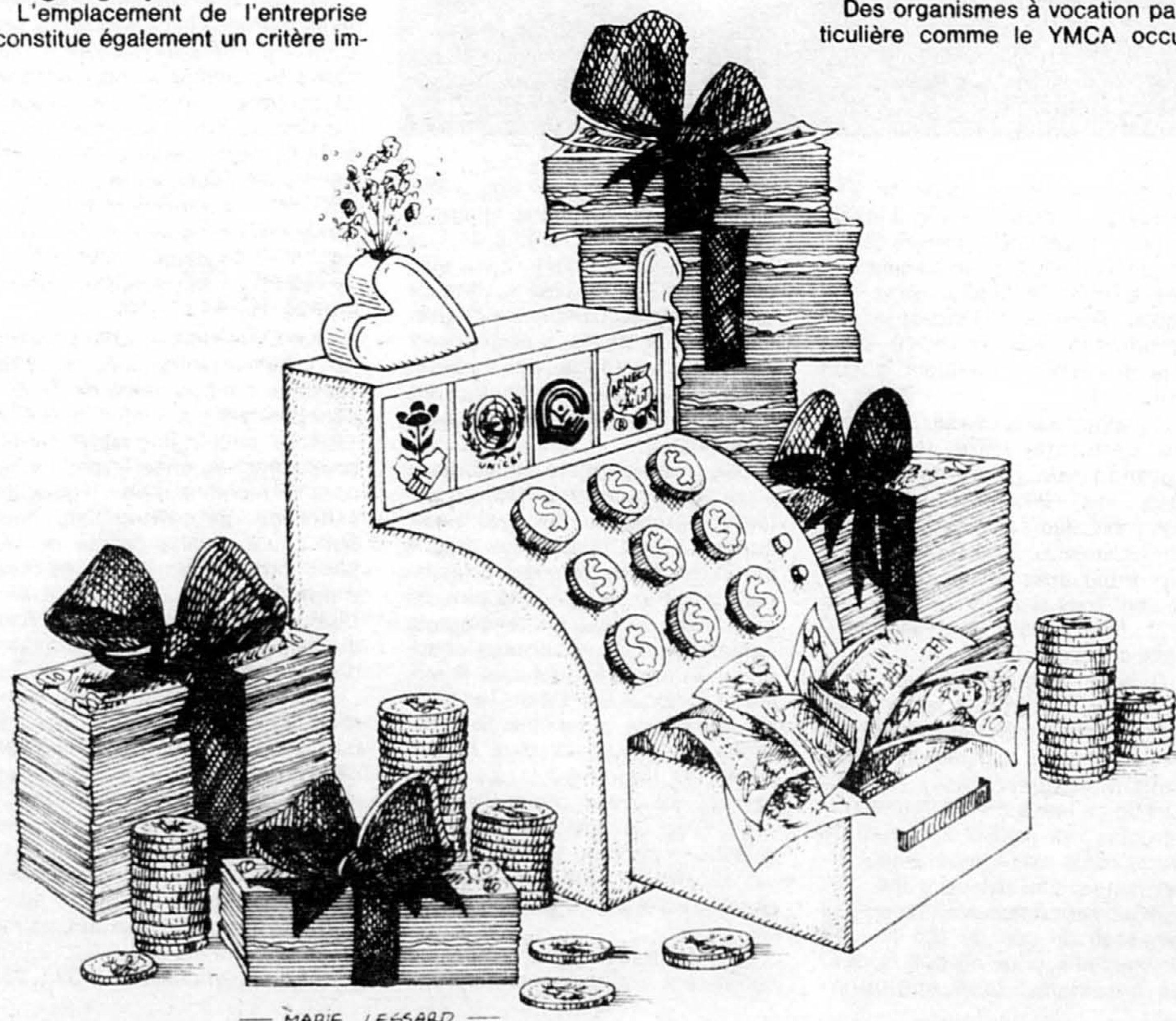
Les tendances

Au fil des années, les grandes tendances dans les dons se modifient. Les Pétroles Esso par exemple consacrait 66 p. cent de ses dons à l'éducation dans les années 70 contre seulement 34 p. cent maintenant. Par contre, les dons à la culture sont passés de 2,5 à 16 p. cent dans le même temps. Des causes spéciales, non récurrentes, retiennent occasionnellement l'attention: Esso aura versé 155 000 \$ à l'organisation de l'Année internationale des handicapés en 1981.

Les entreprises procèdent également à des dons non financiers. Bell Canada par exemple offrira des services téléphoniques gratuits à tel ou tel organisme à vocation sociale. Elle donne également à d'autres du temps de ses propres employés, d'un directeur général à un simple commis. Par exemple, le président de la Banque de Montréal agira comme président de la Fondation du YMCA pendant qu'une caissière de la même banque fera du bénévolat à Sainte-Justine.

Chez les bénéficiaires de dons, les techniques d'approche varient à l'infini. Au Centre Immaculée-Conception, premier établissement socio-récréatif de cette envergure à avoir vu le jour dans l'est de Montréal, le Père de la Sablonnière explique: «Il y a trois ans, nous demandions à un certain nombre de grandes entreprises de verser 1 p. cent de notre objectif visé, soit 3 000 \$... et nous l'avons atteint.»

Pour l'avenir, de la Sablonnière estime que la société des loisirs va favoriser l'accroissement des dons en temps. «Le temps, dit-il, là aussi c'est de l'argent.» Quant à l'avenir plus immédiat, la charité des grands donateurs ne semble pas devoir faiblir. Les sociétés membres de l'IRDAP ont fait connaître leur intention d'augmenter leurs contributions en 1984. Seulement 5 p. cent d'entre elles annoncent une baisse de leurs dons. Reprise oblige.



MARIE LESSARD

LA CHARITÉ EN EUROPE À l'ombre de l'État-Providence



Albert Juneau



On ne parle plus guère en Europe d'organismes ou d'oeuvres de charité. Les conceptions de l'action sociale, les besoins et le vocabulaire ont évolué. En Europe, comme au Canada, on a assisté à des transformations semblables qui ont abouti à la prise en charge par l'État d'un vaste système de sécurité sociale et de services sociaux. Les organismes privés, ou sans but lucratif, qui avaient jusque-là assumé des responsabilités importantes, ont vu leur rôle diminuer considérablement. Leur champ d'action s'est rétréci et se limite désormais à des besoins spécifiques qui échappent à la providence de l'État.

Cela dit, la situation qui prévaut en Europe reste particulière à plus d'un point de vue. L'action des organismes sans but lucratif, du type Caritas par exemple, s'inscrit dans un contexte général qui diffère sensiblement de celui qui existe au Canada ou au Québec. On ne peut en effet comprendre le rôle du secteur privé, ou à but non lucratif, sans le situer par rapport à d'autres institutions importantes, notamment l'État et la famille, dont l'influence et le champ d'intervention en Europe est plus large qu'en Amérique du Nord.

Le rôle de l'État

On peut dire, globalement, que le niveau de protection sociale dont jouissent les individus et les groupes est plus élevé sur le vieux continent qu'en Amérique. Un coup d'oeil rapide sur les dépenses de l'État par rapport au produit national brut donne une première indication: la proportion est de 66 p. cent en Suède, 62 p. cent aux Pays-Bas, 58 p. cent au Danemark, 56 p. cent en Belgique, contre 35 p. cent aux États-Unis et 42 p. cent au Canada. Ces chiffres ne tiennent pas compte des entreprises nationalisées, nombreuses en

Europe, qui, à l'occasion, assument une fonction sociale importante, surtout en matière d'emploi.

Un des aspects les plus intéressants qui distingue le rôle de l'État en Europe et qui a une incidence directe sur l'action des organismes sociaux à but non lucratif, est son intervention dans le domaine du logement. Certains pays européens (Autriche, certains laender allemands, les Pays-Bas...) ont développé un vaste réseau de logements publics ou sociaux, dont le loyer est généralement modique et qui assurent une sécurité minimum aux plus démunis. À Vienne par exemple, plusieurs locataires jouissent d'une sécurité de logement à vie, des prix défiant toute compétition. Certaines entreprises publiques, comme la poste ou les chemins de fer, possèdent leur propre réseau d'habitation qui est à la disposition des employés. Les loyers sont bas et, en général, les employés peuvent occuper les logements jusqu'à la fin de leurs jours.

Il est plutôt rare, dans ce contexte, de voir des organismes sociaux à but non lucratif, mettre de l'avant des programmes d'animation et d'action communautaire, comme cela s'est produit au Québec (par exemple les opérations à Saint-Henri et Pointe-Saint-Charles à Montréal) ou ailleurs en Amérique du Nord. Il y a bien sûr, à l'occasion, des mouvements de revendication et de protestation contre la pénurie inévitable de logements sociaux due à la prédominance du secteur public sur le marché de l'habitation. L'État serait malvenu de créer un surplus de logements. Mais ces mouvements ne peuvent être que sporadiques en raison du rôle considérable de l'État.

La situation est semblable dans d'autres domaines, comme les loisirs ou la famille, où la protection

fournie par l'État est généralement plus large qu'au Canada, ce qui affecte bien entendu le rôle des organismes sociaux privés. Faut-il conclure que ces organismes à but non lucratif sont moins importants ou moins actifs en Europe qu'au Canada? Y aurait-il moins de «charité» en Europe qu'au Québec? Il est impossible de donner une réponse précise à cette question, tant les situations sont diversifiées. On peut supposer que la pauvreté manifeste de certaines régions de l'Italie, du Portugal et de l'Espagne suscite une assistance assez étendue des organismes privés, religieux ou autres.

Caritas

Quoi qu'il en soit, un organisme comme Caritas (un des organismes sociaux à but non lucratif les plus importants) joue un rôle non négligeable aussi bien au nord qu'au sud, dans tous les pays catholiques d'Europe. En Autriche, par exemple, Caritas a dépensé en 1982 la jolie somme de 60 millions de dollars canadiens, soit environ 8 \$ par habitant. Le niveau des dépenses est légèrement inférieur en Allemagne et en Suisse. Mais les organismes Caritas de l'Europe centrale jouent un rôle bien particulier. Caritas est avant tout un réseau d'institutions pour les jeunes, les malades et les gens âgés (jardins d'enfants, maisons pour handicapés, malades mentaux) qui sont en partie autofinancées mais qui reçoivent aussi des subventions de diverses institutions publiques. En fait, seulement 25 à 30 p. cent des revenus totaux proviennent des dons et des souscriptions. Autre caractéristique particulière de Caritas dans cette partie de l'Europe: environ le quart du budget est consacré à l'aide aux pays en voie de développement, ce qui correspond à peu près au montant fourni par le public.

Caritas représente encore, dans

une certaine mesure, une organisation à caractère religieux qui propage et défend les valeurs de l'Église catholique. Caritas possède ses propres écoles d'aides familiaux et un réseau distinct de jardins d'enfants, à côté de celui, fort complet, du secteur public. L'Église d'ailleurs contribue directement au financement de Caritas. On sait qu'en Allemagne et en Autriche, la dîme est conçue comme une «taxe d'Église» que les catholiques «déclarés» (beaucoup plus nombreux que les catholiques pratiquants en raison du contrôle social) sont obligés légalement de payer. En 1982, l'Église autrichienne a versé plus de 2 millions \$ à Caritas.

Il se produit alors des phénomènes plutôt cocasses pour des yeux étrangers. Les sociétés européennes étant encore fortement polarisées (gauche-droite, conservateurs-socialistes), chaque camp s'efforce de s'imposer vis-à-vis l'autre en développant son propre réseau d'organismes sociaux. Ainsi, en Autriche et dans certains laender allemands, le Parti social-démocrate et l'organisation Caritas, qui est plutôt associée aux conservateurs, ont mis en place, séparément, leurs propres jardins d'enfants parallèlement à ceux du secteur public. De même, chaque camp développe les mêmes associations sportives et culturelles. Le Parti social-démocrate autrichien possède depuis 75 ans son organisation des jeunes qui s'occupe principalement des loisirs et de l'assistance familiale. Son budget en 1983 a dépassé les 3 millions \$, sans compter les frais de personnel car l'encadrement est généralement bénévole.

Ainsi, on peut considérer que dans un domaine comme les loisirs, il y a une surorganisation. En plus des nombreux services, souvent de haute qualité, fournis par l'État, il y a de multiples organis-

mes à but non lucratif, reliés directement ou indirectement aux partis politiques, qui offrent une gamme d'activités aussi variées qu'étendues à des prix ridicules. En ce sens, on peut dire que dans certains pays d'Europe, le niveau des services collectifs est beaucoup plus élevé qu'au Canada.

La famille

Il y a encore une autre institution dont il importe de parler parce qu'elle joue un rôle capital à côté des organismes sociaux. Quelques exemples concrets. Au sud de l'Allemagne, en Autriche, en Suisse, plusieurs familles, même les moins fortunées, épargneront des années durant (et les enfants aussi) pour assurer aux enfants un capital de base qui servira éventuellement à payer un logement ou une maison. La cohabitation parents-enfants n'est pas exceptionnelle. Parce qu'elle est encore fortement intégrée, la famille européenne (au centre en particulier) constitue une espèce d'agence de prévoyance et de dépannage qui, ailleurs, comme en Amérique du Nord, est remplacée par des communautés d'accueil ou d'autres groupes supportés par des organismes privés.

En somme, ce qu'on appelait autrefois les oeuvres de charité existent toujours en Europe, mais sous une forme beaucoup plus réduite. Leur action s'exprime surtout à travers un réseau spécialisé d'institutions qui sont financées (du moins au centre de l'Europe) par les usagers eux-mêmes et les pouvoirs publics. C'est l'État aujourd'hui qui assure la protection sociale des individus. Mais la famille continue néanmoins à jouer un rôle de support qui diminue d'autant le fardeau de l'État et des organismes privés.

Simone Veil: aujourd'hui l'Europe, demain quoi?



«**S**imone Veil n'a pas d'idées politiques, mais quand elle en a une, il est impossible de l'en faire changer.» Est-ce un compliment? En tous cas c'est un aveu, prononcé par un frère-enemi, Jacques Chirac, de la présence aujourd'hui indélébile de cette femme au premier rang de l'opposition française.

Simone Veil vient de réussir un tour de force politique en obligeant les deux grands partis de droite à s'unir, derrière elle, pour livrer la bataille des élections européennes du 17 juin prochain.

Son truc? Simple, mais pas à la portée du premier venu. Elle est, en France, la personnalité la plus «européenne» de la classe politique. Elle a d'abord récolté plus de suffrages que ses adversaires aux dernières — et d'ailleurs premières — élections au Parlement européen en 1979, mais surtout, elle est devenue pour trois ans la première présidente de l'assemblée communautaire.

Simone Veil n'est pas une politicienne comme les autres. Elle doit sa renommée à une certaine idée de la ténacité, une idée qui bouscule autant ses alliés que ses adversaires.

Matricule 78651

«Attentive et rassurante, combative et compétente, vulnérable et indestructible, ambitieuse et autoritaire, timide et volubile, émotive et opiniâtre, elle se sait dépourvue des qualités ordinaires qui font les trajectoires politiques classiques», dit de Simone Veil l'analyste politique Alain Duhamel dans son livre de portraits *Les Prétendants* (Gallimard, 1983).

Les qualités ordinaires? D'abord elle n'est pas vraiment appuyée par une formation politique. Bien que nettement dans l'opposition, elle se dit à droite de la gauche et à gauche de la droite. À l'Assemblée européenne, les députés communistes italiens la soutiennent: «Mme Veil, elle est parfaite, enfin, elle le serait si elle était de



Jean-François Lisée

gauche... Mais, en Italie, elle serait de gauche.»

Ensuite, elle n'a pas le discours facile des politiciens professionnels, elle s'enferme dans la syntaxe, commence plus de phrases qu'elle n'en termine, bafouille et trébuche.

Puis elle ne sait pas «patiner». En septembre dernier, quand la droite a fait ami-ami avec l'extrême-droite pour une élection municipale à Dreux, on eut droit à des chefs-d'œuvre de louvoiement des responsables de l'opposition qui ne voulaient ni approuver ni condamner. Mais quand on a posé à Simone Veil la question: «À Dreux, pour qui voteriez-vous?», elle a rétorqué illico: «Je m'abstiendrais.»

Cela s'explique peut-être par un autre de ses défauts, un héritage qui a damné plus d'une figure politique française, de Léon Blum à Mendez-France, elle est juive.

En mars 44, avec presque toute sa famille, elle est arrêtée, déportée à Auschwitz. Elle porte le matricule 78651. Puis à Bergen-Belsen, sa mère meurt dans ses bras, terrassée par le typhus. Elle a 18 ans. Son père, son frère ne reviendront pas, non plus, des camps de la mort.

La bataille de l'avortement

Sa carrière politique commencera plus tard. Elle est d'abord avocate, puis magistrat, responsable de l'administration pénitentiaire.



En 1969, elle entre au cabinet du ministre de la Justice René Pleven. En 70, le président Pompidou la nomme secrétaire générale du Conseil de la magistrature. En 1974, Giscard d'Estaing est président, Jacques Chirac, premier ministre. (Comme ça paraît loin tout ça.) Ils offrent à Simone Veil le poste de ministre de la Santé: elle doit gérer les hôpitaux, la sécurité sociale, elle mène sa plus dure bataille en défendant un projet de légalisation de l'avortement. Simone l'avorteuse, «Simone la trico-teuse», lancent ses adversaires les plus hargneux. Elle se bat aussi contre plusieurs de ses alliés politiques. La gauche viendra parfois voter pour ses projets les plus contestés.

Qu'à cela ne tienne, celle que Jacques Chirac appelait, en privé, «poussinette» ou «choupinette», (ça dépend des versions) grimpe déjà dans les sondages de popularité. En 1979, après avoir été sur la liste des «premiers-ministres», elle prend un passeport pour l'Europe qui la rendra indispensable.

Le jeu des partis

Depuis l'an dernier, les deux partis de droite, l'Union pour la démocratie française (UDF) de l'ex-président Valéry Giscard d'Estaing et le Rassemblement pour la république (RPR) du maire de Paris Jacques Chirac, la réclament pour mener leurs candidats dans la course européenne.

Simone Veil est plus proche de

l'UDF mais, dès le départ, elle est séduite par la proposition de liste unique avancée par Jacques Chirac. Ce dernier, dont le parti a souvent péché par anti-européanisme, voudrait se refaire une beauté communautaire avant d'affronter François Mitterrand ou son successeur, lors des présidentielles de 1988.

L'union, voilà qui est bien joli et très populaire chez les électeurs de l'opposition qui en ont jusqu'à des querelles internes entre Chirac, Giscard et l'ex-premier ministre Raymond Barre. D'autant plus que ça marche. Aux élections cantonales de 82, aux municipales de 83, la droite unie a partout gagné du terrain. La droite unie, oui, mais au sein de la droite, le RPR gagne en importance, laissant à l'UDF les seconds violons.

«L'union ne doit pas toujours profiter au même parti», affirme Barre. «L'uniformité dessert l'opposition», tranche le président de l'UDF, Jean Lecanuet, qui pense de toute façon que deux listes permettront de «ratisser plus large», d'attirer des électeurs aux opinions plus diverses qu'une seule liste.

Mais Simone Veil insiste, elle veut sa liste unique. Solution? L'UDF décide de faire un sondage, oui un sondage, pour voir si deux listes valent mieux qu'une.

La star des sondages

Erreur. Ils auraient dû savoir que Simone Veil en connaît un rayon sur les sondages. Depuis près de quatre ans, elle les domine. Aujourd'hui que les Français boudent «les qualités ordinaires» des politiciens traditionnels, Simone Veil devient à la mode. Quand elle bafouille, c'est qu'elle parle comme tout le monde. Quand elle ne patine pas, c'est qu'elle est franche et directe. Quand elle n'a pas de parti, c'est que, comme une portion croissante de l'électorat, elle veut en finir avec le clivage gauche-droite. Et parce qu'elle est juive, elle sait le prix de la liberté.

À la question «Souhaitez-vous

que Simone Veil joue un rôle important dans les mois et les années à venir», 57 p. cent des Français répondent: «Oui.» Lorsqu'on pose la même question au sujet de Chirac, le pourcentage tombe à 45 p. cent, pour Barre 38 p. cent, pour Giscard 31 p. cent (SOFRES-Figaro Magazine, 1er février 84).

Seul Michel Rocard, socialiste et successeur éventuel de Mitterrand, bat Simone Veil à ce petit jeu avec 60 p. cent de «oui».

Lorsque, le 12 janvier, le bureau politique de l'UDF étudie les résultats de son sondage européen, Jean Lecanuet a le sourire bien large. Les chiffres sont là: une liste unique UDF-RPR drainerait 48 p. cent des voix alors que deux listes, une UDF-Simone Veil et une RPR-Jacques Chirac, totaliseraient 52,5 p. cent.

Simone Veil n'est pas membre du bureau de l'UDF. Pourtant, à la surprise générale, on la voit entrer. Elle ouvre sa serviette, en sort un dossier et apprend à ses collègues médusés qu'elle aussi a fait faire un sondage, en introduisant une hypothèse inattendue: s'il y avait trois listes de l'opposition, la liste RPR-Jacques Chirac emporteraient 24 p. cent, la liste Simone Veil 24 p. cent également et la liste UDF-Jean Lecanuet un maigre 4,5 p. cent. Ce n'est peut-être pas une menace, c'est sûrement une constatation enrichissante. Trois listes, c'est la déconfiture, peut-être définitive, de l'UDF. Le débat n'est pas très long, les sourires retombent, le principe de la liste unique est définitivement adopté. Simone triomphe.

Elle sait qu'on peut être populaire toute sa vie et ne jamais être élu. Mais au soir des élections européennes, si elle parvient à réunir sous son nom plus de 50 p. cent des Français, elle deviendra dangereusement crédible en vue des présidentielles de 1988. Dangereusement pour Mitterrand. Mais aussi pour Giscard, Barre et Chirac, qui n'avaient jamais pensé être victimes de l'ascension de «poussinette».



Jean Lapierre



LE PROJET DE CONCORDAT ENTRE L'ITALIE ET LE VATICAN: Aurait-on oublié l'essentiel?

Seize années de travail, sept projets de révision, des milliards en jeu et la crainte, toujours présente, de provoquer un affrontement politique national entre laïques et catholiques qui forment l'ossature de l'actuel gouvernement présidé par le socialiste Bettino Craxi. Voilà en peu de mots l'arrière-fonds de l'événement, car la renégociation des accords de Latran implique bien plus qu'une simple modification du pacte intervenu entre l'Église catholique et l'État italien en ce midi du 11 février 1929, il y aura bientôt 55 ans.

Un vestige du fascisme italien

Le chef de l'État d'alors, Benito Mussolini, avait déclaré que ces accords «rendaient Dieu à l'Italie et l'Italie à Dieu», tandis que Pie XI avait, lui, insisté sur la modestie de l'appétit de l'Église au cours de ces négociations qui durèrent deux ans et demi. En fait, selon le grand artisan de la réforme actuelle, le Saint-Siège aurait préféré ne pas être ainsi associé aux faveurs de l'État totalitaire. Le Concordat de 1929 accordera cependant à l'Église catholique des pouvoirs très étendus dans le cadre d'un État moderne. La démarche actuelle du gouvernement remet ainsi plusieurs intérêts en cause. L'article premier du Concordat ne stipulait-il pas que «le catholicisme constitue la seule religion de l'État italien»? Les révisions de la première moitié des années 70 n'ont-elles pas échoué à cause du mécontentement de Paul VI à l'endroit des référendums sur le divorce et l'avortement? Celle de 1982, à cause de l'affaire de la Banco Ambrosiano où la Banque du Vatican a trempé dans un scandale financier sans précédent?

À la chute du fascisme, la nouvelle constitution (1947), tout en affirmant la séparation de l'Église et de l'État, prenait acte du Concordat de 1929 et «légitimait» certains pouvoirs «partagés». L'article 7 déclare: «L'État et l'Église, chacun dans leurs domaines, sont indépendants et souverains. Leurs rapports sont régis par les accords de Latran.» Or, d'après ces accords toujours, l'État verse un «salaire» aux 35000 prêtres, curés et évêques italiens (quelques 250 millions de dollars prévus au budget de cette année); les biens de l'Église jouissent d'un statut fiscal particulièrement favorable; le divorce dépend des tribunaux religieux; finalement, l'enseignement religieux obligatoire dans les écoles publiques et l'autorité sur le patrimoine historique italien appartenant à l'Église, échappent, dans le texte quand ce n'est pas dans les faits, à l'État.

Le changement

Au fil des ans cependant, les rapports et les mentalités ont subi des mutations et c'est ce que le gouvernement propose aujourd'hui de traduire dans une nouvelle réalité juridique.

Le président du conseil (premier ministre) propose «d'adopter une conception moderne de la séparation de l'Église et de l'État, sans barrière anachronique ni monopole des consciences; un État laïque au sein duquel tous les citoyens, sans distinction de croyance, puissent opérer leurs choix religieux en toute liberté et connaissance».

Le catholicisme ne sera donc plus religion d'État en Italie. À l'Église catholique, comme à l'Église vaudoise (protestante) et à la Communauté israélite (avec lesquelles des négociations sont déjà en cours) de même qu'à toutes les

autres confessions, l'État propose la signature d'accords bilatéraux.

Le gouvernement n'a pas présenté le texte de l'accord au Sénat ni à la Chambre des députés mais les principes fondamentaux sur lesquels il entend s'appuyer dans ces négociations avec le Saint-Siège. Le nouveau Concordat ne devra d'ailleurs être lui-même qu'un «accord-cadre» rappelant les principes généraux de l'indépendance et de la souveraineté des deux parties. Cette affirmation de principes entrevoit que l'enseignement de la religion deviendra facultatif, laissé au libre choix des parents au début de chaque année scolaire; en matière de divorce, tribunaux ecclésiastiques et civils seraient également compétents. Pour le reste, le gouvernement préfère laisser à des commissions mixtes permanentes ou ponctuelles le soin de préciser les termes de telle ou telle solution particulière à un problème précis.

C'est d'ailleurs cet aspect particulier et original du projet qui permet d'éviter toute raideur et tout blocage à l'affirmation d'un principe recherché par tous qui a finalement soulevé le plus de commentaires. Trois commissions sont déjà prévues: l'une sur les biens et établissements, l'autre sur les archives de l'Église, la dernière se consacrant aux questions d'interprétation du Concordat qui pourront survenir. Comme l'ont souligné des députés, ces commissions, qui traiteront à toutes fins utiles de la substance de l'accord et devront rendre le résultat de leurs travaux à l'intérieur d'un délai maximum de six mois de l'entente de principe afin de permettre la ratification finale, placeront les chambres devant un document déjà signé.

Comment le Vatican a-t-il reçu la

nouvelle? Aucun communiqué, aucune déclaration verbale comme c'est souvent le cas au siège de Saint-Pierre. On sait cependant que Bettino Craxi a rencontré Jean-Paul II au début du mois de décembre dernier, que les deux hommes ont abordé la question et que le chef du gouvernement italien a déclaré, à l'issue du vote positif des deux chambres, «qu'avec la volonté des deux parties, deux heures de discussion suffiraient pour dégager un accord». De là à penser que les chefs spirituels et temporels de l'Italie s'étaient déjà entendus, il n'y a qu'un pas.

Un «oubli» de taille

Les activités temporelles de l'Église demeurent cependant, tel un grand trou noir, au cœur de cet énoncé de principes. Les activités financières du Vatican, par l'entremise de l'IOR — l'Institut des oeuvres de religion —, la Banque du Vatican, sont ignorées et le président Craxi a refusé d'ajouter cet élément au projet de négociation malgré l'insistance de certains députés. Au Sénat, un membre du Parti républicain (faisant partie de la coalition gouvernementale à cinq) a déclaré: «Je renouvelle notre requête de régler cette question concernant l'IOR avant que ne soient entamés les travaux de la commission mixte sur les biens et établissements de l'Église. Bien que les questions du Concordat et l'affaire de la Banco Ambrosiano ne soient pas liées directement, il est des règles de sagesse et de prudence politiques qu'il ne faudrait pas sous-estimer.

Le nom de la Banque du Vatican apparaît régulièrement dans une foule de trafics et scandales divers depuis de nombreuses années (trafics de devises, d'armes ou d'influence) qui ont souvent

précipité la classe politique italienne dans l'eau chaude. On rappellera que la Banque du Vatican, qui jouit en Italie d'un statut d'extraterritorialité mais opère néanmoins en toute liberté, fut reliée, en 1982, au scandale financier de la Banco Ambrosiano alors qu'un milliard trois cents millions de dollars avaient quitté les coffres de la Banque milanaise pour se retrouver dans ceux d'une dizaine de sociétés plus ou moins fictives dont l'IOR a reconnu avoir le contrôle.

Les rumeurs, de plus en plus insistantes, veulent que, malgré le silence du gouvernement sur la question, le Vatican règle à l'amiable cette affaire avec la centaine de banques concernées avant que le nouveau Concordat ne soit signé.

Pourquoi un Concordat?

En conclusion, le défaut de la démarche qui en constitue au même moment la raison de sa réussite politique, c'est que ce nouveau Concordat ne changera pas vraiment l'esprit des accords de Latran mais se contentera de les actualiser aux réalités de la fin de ce siècle. Au-delà de la subtilité de la manœuvre, le problème de fond demeure. Quel est le sens d'un tel document en 1984 comme le demandait à la Chambre un député catholique puisque «la paix religieuse, dans nos sociétés modernes, ne se fonde pas sur un concordat mais sur l'exercice de la démocratie»? La réponse finale devrait venir ce samedi 11 février, date du cinquante-cinquième anniversaire des accords tant décriés où l'on s'attend, ici, à ce que l'État italien et le Vatican procèdent à la séance de signature.

plus

éditeur
Jean Sisto

éditeur adjoint
Réal Pelletier

secrétaire de rédaction
Manon Chevalier

collaborateurs
au Québec

Maurizia Binda
Françoise Côté
Gil Courtemanche
Antoine Désilets
Jean-François Doré
Claire Dutrisac
Guy Fournier
Louis Fournier
Pierre Godin
Serge Grenier
Jean Hébert
Dr Gifford Jones
Dr Louise Laliberté
Gérard Lambert
Adèle Lauzon
Yves Leclerc
Marie Lessard
Mario Masson
Pol Martin
Simone Piuze
Pierre Racine
André Robert
René Viau
André Pratte

Ottawa
Toronto
Calgary
Vancouver
New York
Managua
San Salvador
Paris
Rome
Chypre
Vienne
Tokyo
Taiwan
Patricia Dumas
Diane Hill
Daniel Raunet
Trevor Rowe
Jacques Lemieux
Edith Coron
Jean-François Lisée
Jean Lapierre
Robert Pouliot
Albert Juneau
Huguette Laprise
Jules Nadeau

PLUS publie également des reportages exclusifs obtenus de l'Agence France-Presse, de l'agence Inter Presse Service, de Reporters associés et de Télémedia.

publicité

générale: Probec5 Ltée
Tél.: Montréal 285-7306
Toronto (416) 967-1814
de détail: La Presse, Ltée
Tél.: (514) 285-6874

Le magazine PLUS est publié par Hebdobec Inc., C.P. 550 Succursale Place d'Armes Montréal H2Y 3H3, monté et imprimé par LA PRESSE, Ltée. Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction réservés.

président du conseil d'administration
Roger D. Landry

directeur général
Jean Sisto

responsable des cahiers spéciaux
Manon Chevalier
secrétariat
Manon Beaulieu

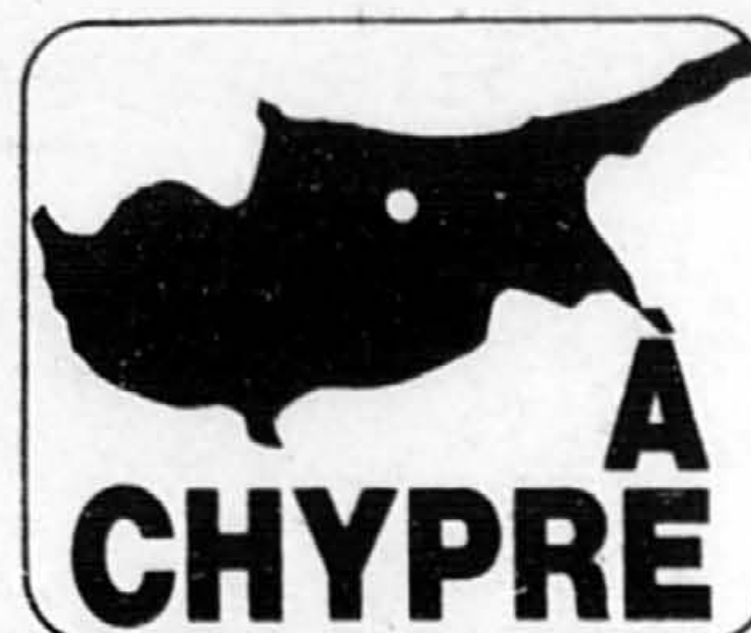
Tél.: (514) 285-7319

LIBAN

Les deux erreurs d'Amin Gemayel



Robert Pouliot



La guerre civile larvée, qui bouillait déjà depuis quelques mois au pays des cèdres, a finalement éclaté au grand jour cette semaine et marqué ainsi une défaite cuisante pour la communauté chrétienne.

Jamais, même au cours de la guerre sanglante de 1975-76, les fondements mêmes du Liban n'ont-ils été si gravement menacés. À peine deux mois et demi après la première conférence de réconciliation nationale tenue à Genève, c'est par les armes que l'opposition a décidé de négocier sa nouvelle position de force. Au point où il est difficile d'entrevoir autre chose qu'un long mais inévitable coup d'État par les milices antigouvernementales sous la tutelle syrienne et l'appui iranien.

Et cette fois, même Israël, la 4e force militaire du monde, n'y pour-
ra rien.

Les dessous

Tout a commencé justement lorsque l'armée israélienne s'est retirée de la montagne libanaise l'été dernier. Déjà fortement ébranlée par l'accord de non-belligérance conclu entre Israël et le Liban le 17 mai 1983, les communautés druzes et chiites, encadrées par leurs milices, ont aussitôt été mises sur la défensive par l'avance de l'armée libanaise.

L'objectif était de permettre au gouvernement d'étendre son contrôle graduellement sur le reste du pays en prenant la place des soldats israéliens. Déjà, l'armée et les services de sécurité contrôlaient Beyrouth et, indirectement par le biais des milices phalangistes, le cœur du mont Liban au nord de la capitale. Mais il en fallait davantage pour convaincre Israéliens et Syriens que l'armée libanaise, entraînée et armée par les Américains, puisse asseoir son autorité et ouvrir la voie au retrait de toutes les troupes étrangères.

Tout au long de l'automne, l'escalade s'est poursuivie tant dans la ceinture-sud de la capitale, qui relie de manière stratégique les secteurs est et ouest de Beyrouth, qu'aux abords de la montagne. Pour chaque partie, les milices druzes de la montagne et les miliciens chiites du sud face à l'armée libanaise appuyée par les milices phalangistes, l'enjeu était de gri-

gnoter peu à peu les positions de l'adversaire.

Une prise de contrôle par l'armée aurait signifié la fin des milices et donc, l'érosion de leur pouvoir de négociation politique à un tournant historique du pays. Par contre, la défaite de l'armée aurait éliminé à jamais tout espoir de voir les troupes étrangères quitter le pays et d'instaurer la loi et l'ordre après huit ans de violence incontrôlée.

La situation s'est rapidement détériorée cet automne à la suite des raids suicides intentés contre les quartiers généraux américain et français de la force multinationale de paix de même que contre le siège militaire israélien à Tyr. À Beyrouth même, dans la montagne et dans la vallée de la Beqaa, ces raids ont aussitôt déclenché l'entrée en action des Français et Américains pour épauler l'autorité déjà chancelante du président Amin Gemayel. Au sud, la répression israélienne n'a fait qu'accroître la haine de la population à majorité chiite contre l'armée d'occupation.

Tout convergeait vers un affrontement final et une rupture profonde de tous les canaux de communications. La conférence de Genève n'a servi au fond que d'interlude sans qu'aucun accord ne puisse être conclu sur les bases d'une nouvelle constitution libanaise. À cette époque, le président Gemayel avait promis qu'il ferait tout en son possible pour modifier (mais non annuler comme le réclamait l'opposition) l'accord israélo-libanais.

Une fois rendu à Washington, M. Gemayel s'est fait dire par le président Reagan qu'il valait mieux ne pas toucher à cet accord et que la priorité devait être le dialogue intercommunautaire.

L'erreur de Gemayel

La démission du premier ministre Shafiq Al-Wazzan (un musulman sunnite) et de son gouvernement dimanche dernier a mis en relief l'une des plus grandes erreurs d'Amin Gemayel.

Élu président immédiatement après l'assassinat de son frère Bashir, Amin Gemayel n'avait pas cru bon de former aussitôt un gouvernement d'union nationale. Tout au long de l'an dernier, Saoudiens

et Américains avaient pressé tour à tour le président Gemayel d'élargir la composition de son exécutif afin d'entamer d'urgence de nouvelles négociations constitutionnelles. Mais la période n'était pas jugée propice par le président qui misait d'abord sur le renforcement de l'armée et l'extension des zones sous contrôle phalangiste avant de se mettre à table.

C'était faire fi de la montée de la résistance chiite contre les forces israéliennes au Sud-Liban, l'addition des troupes palestiniennes dissidentes chez l'opposition et l'échec retentissant de la diplomatie américaine à Damas. Faute de pouvoir confronter Israël par les armes classiques pour assurer son hégémonie au Liban, la Syrie a fait jouer la carte des milices privées et des opérations spectaculaires pour miner l'autorité d'Amin Gemayel, jugé trop près de Washington.

Au cours des dernières semaines d'ailleurs, Damas et Téhéran coordonnaient activement leurs activités par l'échange de nombreux messages et d'envoyés spéciaux. Pour l'Iran, la Syrie représente en effet une précieuse bouée de sauvetage au Moyen-Orient. Complètement isolé à travers le golfe pétrolier et gravement menacé par les nouvelles armes françaises et soviétiques acquises par l'Iraq, l'Iran a besoin de l'alliance syrienne pour faire contre-poids à la coalition des modérés qui comprennent l'Égypte, la Jordanie, l'Iraq et les pays de la péninsule arabe.

Sans oublier le fait que les communautés chiites iraniennes et libanaises ont toujours été proches l'une de l'autre et que plusieurs milices chiites marginales du Sud-Liban ont fait appel à l'aide de Téhéran dans leur combat contre les troupes israéliennes.

La deuxième erreur

La deuxième erreur commise par Amin Gemayel est d'avoir surévalué l'équilibre des forces en présence. Un trait principal caractérise les conflits armés du Liban: la présence de forces étrangères, qui suffit à débalancer l'équilibre intercommunautaire.

Une fois les Israéliens repliés et isolés au sud, la Syrie avait les coudées franches pour appuyer et

ravitailer ses alliés druzes et chiites face à une armée libanaise encore fragile et dont presque la moitié des soldats sont chiites. Les milices phalangistes d'autre part avaient perdu en Bashir Gemayel leur seul véritable chef car de nombreux lieutenants se sont toujours méfiés d'Amin Gemayel, un politicien beaucoup plus qu'un guerrier. Enfin la Force multinationale de paix n'offrait qu'une présence stationnaire, divisée au surplus entre quatre pays (dont deux, l'Italie et la Grande-Bretagne, se refusaient à toute action directe) et incapable de se protéger contre une guérilla semi-urbaine.

N'eût été l'intervention américaine en mai 1958, la rébellion musulmane (alors dirigée par le père de l'actuel leader druze, Kamal Joumblatt) aurait sûrement réussi à modifier l'échiquier constitutionnel du pays. De même, en 1976, n'eût été l'armée syrienne, la coalition palestino-musulmane aurait réussi à faire tomber le gouvernement de Suleiman Franjeh (qui aujourd'hui a joint les rangs de l'opposition).

Mais cette fois, plus rien ne peut arrêter Damas au Liban. De là par contre à prédire la création prochaine d'un conseil révolutionnaire à Beyrouth sous tutelle syrienne et soviétique, comme l'avancait Amin Gemayel la semaine dernière, cela reste pour le moins prématuré. Car même la Syrie ne saurait encourager un gouvernement fort susceptible de se retourner contre son autorité. □

JAPON Nakasone se réinstalle petit à petit



Huguette Laprise



De retour des États-Unis l'an dernier alors qu'il y avait exprimé son désir de faire de l'archipel japonais «un porte-avion indestructible», le premier ministre Nakasone a été qualifié de faucon. Mais ces derniers temps, il s'est mué en colombe. Sans doute sous le choc brutal qu'il a subi aux élections générales de décembre. Son parti y a laissé 36 sièges. C'était la seconde fois en 28 années consécutives d'exercice du pouvoir que le Parti libéral démocrate se retrouvait sous la barre de la majorité simple.

«Nous apercevons une lueur au loin, a-t-il dit dans son discours d'ouverture de la session parlementaire cette semaine. Au-delà, a-t-il poursuivi, se dessine l'avenir de l'archipel japonais, une nation verdoyante du Pacifique sur la rive orientale du continent asiatique, une nouvelle civilisation qui se fonde dans les civilisations de l'Ouest et de l'Est.»

En fait c'est sa façon de livrer le message que le premier ministre du Japon a modifiée. Le contenu est resté le même. Le politicien ferme est redevenu le même aussitôt après avoir conclu une alliance avec le Nouveau club libéral.

Les gestes que Nakasone a posés ces dernières semaines laissent voir qu'il n'abandonnera pas sa vision du Japon. À la surprise de tous, il s'est attaqué à la délicate question de la réforme du système scolaire. Il a entrepris à l'aube du 21^e siècle, de façonner un «nouveau Japonais», de créer un «homme nouveau» qui s'intégrera dans la société informationnelle internationale.

La défaite

La défaite de Nakasone aux dernières élections n'est pas attribuable seulement à l'affaire Tanaka et à la corruption des politiciens japonais. Son plaidoyer sur l'augmentation du budget de la défense

y est pour beaucoup et ses liens personnels avec le président américain, qui est aussi surnommé le faucon au Japon, sont loin de plaire à ce peuple fortement antimilitariste.

Qu'il ait gardé aux Affaires étrangères Shintaro Abe et aux Finances Noboru Takeshita reflète son intention d'accorder la priorité aux relations nippo-américaines dans sa politique étrangère comme il l'a fait pendant son premier mandat. Régler les conflits commerciaux avec les États-Unis et la Communauté européenne et renforcer l'appartenance du Japon au bloc occidental sont ses premiers objectifs.

La guerre commerciale avec les États-Unis prend de l'ampleur. Les Américains ajustent leur tir depuis quelque temps sur l'ouverture du marché des capitaux. Ils visent aussi à avoir plus d'accès à l'industrie de l'informatique et des communications au Japon. Un haut-fonctionnaire japonais souligne: «La finance et la technologie (et l'administration publique de ces deux secteurs) sont les fers de lance de l'économie japonaise et les États-Unis tentent à tout prix de s'en emparer.»

Les divisions

Nakasone est parvenu à faire croire qu'il maîtrise les divisions intestines de son parti et qu'il a écarté du pouvoir son parrain, l'influent Tanaka, condamné à quatre ans de prison pour corruption du temps qu'il était premier ministre. La réalité est toute autre.

Au lendemain des élections et devant l'important recul de son parti, dont il s'est publiquement déclaré «entièrement responsable», Nakasone, disait-on, n'avait pas 40 p. cent de chances d'être réélu à la tête du parti lors du congrès en novembre 1984. Les choses ont radicalement changé. Il apparaît d'ores et déjà qu'il conservera la présidence à l'automne.

Ce qui est impensable sans l'appui de l'ancien premier ministre Tanaka. Celui-ci a en effet été réélu député avec sa plus forte majorité en 15 élections. Celui qu'on disait indigne de siéger continue, comme il le fait depuis huit ans, de monopoliser les débats politiques, quoi qu'en dise le premier ministre Nakasone.

La faction Tanaka (le PLD est divisé en une multitude de factions antagonistes) est la plus puissante au sein du parti. C'est donc elle qui a le dernier mot dans l'élection du président. Elle a d'ailleurs déjà fait savoir qu'elle appuierait Nakasone au congrès. Bien que Nakasone prétende qu'il a éliminé Tanaka, il a confié six ministères à des membres de sa faction comme il l'avait fait dans la formation de son ancien cabinet. De plus, il a laissé entièrement à Tanaka le choix des personnes à nommer au cabinet.

Tanaka admet que pour tenir sous son emprise sa faction et par conséquent tout le PLD, le mieux est de s'assurer de la réélection de Nakasone. Quant à ce dernier, il ne désire pas que Tanaka abandonne le leadership de sa faction en faveur de quelqu'un comme le ministre des Finances, Takeshita. Les intérêts de Tanaka et de Nakasone sont donc liés étroitement.

La deuxième raison pour laquelle la réélection de Nakasone est presque certaine, c'est que les deux principaux adversaires possibles du premier ministre dans la lutte à la chefferie sont les deux seuls à avoir conservé leurs ministères: Abe et Takeshita. Ils appuient l'ensemble des politiques de Nakasone. Le troisième candidat possible, Toshio Komoto, s'est vu lui aussi confier un ministère.

Les chances de succès de l'autre rival de Nakasone, Kiichi Miyazawa, écarté du cabinet, sont plutôt vagues. On ignore toujours quelle faction pourrait l'appuyer.

Une ombre au tableau

Pour Nakasone, il n'y a qu'une seule ombre au tableau: la dissidence dans le camp Tanaka. Si la tendance devait s'accroître, on ne parierait pas cher sur sa réélection. Cependant cette brouille n'est pas assez importante en ce moment pour susciter de vives craintes chez le premier ministre et le conduire à modifier ses politiques. Sa coalition avec le Nouveau club libéral lui donne toute la marge de manoeuvre dont il a besoin au parlement.

Par conséquent, Nakasone a présenté en toute confiance un budget d'austérité avec une hausse substantielle du budget de la défense. Les chances qu'il soit modifié sous les pressions de l'opposition sont très minces. Mais pour ne pas souiller sa nouvelle image de colombe, Nakasone s'est assuré avant tout d'un consensus au sein de son parti. Il n'en demeure pas moins qu'il est le principal artisan de l'augmentation de 6,5 p. cent. Son intention d'y procéder à tout prix n'a rencontré qu'un seul écueil. Le nouveau président du comité des politiques du PLD, Masayuki Fujio, a proposé à l'exécutif que la décision finale sur le budget de la défense soit laissée aux mandarins du parti. Un coup de téléphone et Nakasone est parvenu à réduire à un simple «cérémonial» la rencontre de ses ministres de la Défense et des Finances avec les quatre officiers du parti. Le ministre des Finances a pour sa part soumis une hausse des dépenses militaires de 5,1 p. cent. Nakasone est resté à l'écart. Il s'est contenté de déclarer que le Japon respecterait ses engagements à l'endroit des États-Unis.

Il n'est intervenu officiellement qu'une fois l'entente faite au sein de son parti. Toutefois, cette augmentation est nettement insuffisante pour respecter la promesse faite aux Américains. Il faut une

hausse d'environ 9,3 p. cent. Mais Nakasone ne fait pas des promesses seulement aux Américains. À ses électeurs aussi. Il n'est pas question qu'il abolisse le plafond du budget de la défense limité à 1 p. cent du PNB. Alors pour 1984, il est sauf: le pourcentage ne sera que de 0,99999...

Le plan domestique

Au cours de son premier mandat, Nakasone s'est vu accuser de ne s'occuper que des affaires internationales. Pareille accusation ne sera pas formulée cette fois-ci. Non seulement il poursuit sa réforme administrative et l'assainissement des finances publiques, mais il vient de s'emparer de la réforme de l'éducation en donnant un croc-en-jambe au Conseil central de l'éducation qui en était chargé. Trop modéré, trop lent le conseil... Le premier ministre veut une révision du système 6-3-3-4 (six ans d'enseignement primaire, trois ans pour chacun des deux cycles du secondaire et quatre ans d'universitaire), une révision également du système des examens d'entrée à l'université et une amélioration de l'enseignement de la morale. La recrudescence de la délinquance juvénile, de la violence dans les écoles et dans les foyers, a presque atteint une côte d'alerte au Japon.

Cette réforme a été confiée à un comité ad hoc qui se rapporte directement à Nakasone qui compte la faire débattre pendant la présente session parlementaire.

Le premier ministre a provoqué l'ire des enseignants. Mais qu'à cela ne tienne, il n'abandonnera pas sa vision de la société japonaise: une société internationale axée sur la beauté technologique. C'est avant tout la raison pour laquelle il a pris cette mesure draconienne de transformer le système d'éducation au plus vite, quitte à s'aliéner le puissant Conseil de l'éducation et le tout aussi influent syndicat des enseignants, Nikkyoso, qui estime que ce comité sera vulnérable aux influences politiques.

21^e siècle

Le «Japonais» du 21^e siècle formé dans les écoles de demain ne sera plus «un insulaire». C'est le premier ministre japonais qui le dit. Et pour cela, Nakasone transformera entre autres radicalement l'enseignement des langues. Il vient d'entreprendre une tournée dans les écoles du pays. Il mange dans les cafétérias en compagnie des élèves. Il discute dans sa chambre d'hôtel avec des groupes d'enseignants et d'étudiants choisis.

Il reste au premier ministre du Japon à prouver que la réforme du système scolaire dont on parle au Japon depuis au moins dix ans ne sera pas encore cette fois-ci seulement l'objet de palabres et de rapports. Il semble déterminé, cependant. Ainsi que l'exprime un enseignant, «la réforme de l'éducation n'est pas l'affaire de la survie d'un cabinet ou d'un gouvernement. C'est l'affaire d'un siècle». □

AGAPITO AQUINO

Le frère du sénateur assassiné n'attend rien de l'enquête en cours

Il a exactement le même timbre de voix que son frère aîné. Il porte le désormais célèbre maillot jaune de protestation comme slogan. Une paire d'espadrilles et un short. Il vient de jogger avec des milliers de sympathisants disciplinés du dimanche matin. Bien qu'il en ait le physique (sauf un petit ventre), il ne s'agit pas d'un athlète mais bien du frère du sénateur assassiné Benigno Aquino, le nouveau héros national Ninoy, presque un saint pour certains de ses compatriotes.

Non seulement parce que Agapito est très simple et même jovial mais parce que c'est l'habitude aux Philippines, on doit l'appeler par son surnom: Butz. «Il y a eu plusieurs douzaines de témoins à l'aéroport. Certains sont prêts à parler mais ce n'est pas facile de s'afficher. Personne ne peut garantir leur sécurité et ils pourraient subir le même sort (que le sénateur)», explique-t-il.

Nous ne sommes que trois pour l'entrevue qui a lieu symboliquement dans la petite salle des premiers soins de l'immense église Barclaran à Manille. Sandy Yu, une jeune Chinoise qui en est à ses premières expériences politiques de ce genre, actionne le Sony et l'homme d'affaires de 44 ans parle tout à fait à son aise en grillant une cigarette.

À la question de savoir ce qu'il attend du comité d'enquête Agrava sur la mort de son frère, il répond sans hésiter: «Rien, rien d'important!» puisque, comme il le souligne, les enquêteurs sont désignés par le président Ferdinand Marcos et ce sont les militaires qui contrôlent la présentation de la preuve.

Au même chapitre, Butz Aquino, qui le fait sans passion et sans mépris, accuse carrément les militaires d'être derrière l'assassinat de son frère. Il précise que les responsables ne sont pas seulement des officiers de rang subalterne mais incluent aussi les hauts généraux. «All the way to the top brass», dira-t-il dans un anglais qu'il maîtrise parfaitement. «L'aviation ou l'armée?» Il refuse de dire s'il s'agit de telle ou telle arme qui est coupable. Entre deux ronds de fumée qui ne cachent pas l'éclair d'intelligence dans ses yeux, il se contente de rire avec un air entendu. Même le carnet de notes refermé et le magnétophone immobilisé, il n'ira pas plus loin sur ce point.

Accouchement difficile

Quelques semaines plus tard, à ma deuxième visite aux Philippines, le travail de la commission Agrava piétine et pour la majorité des observateurs, l'enquête de-

vient une véritable farce. On annonce que près de 200 personnes seront appelées à témoigner ce qui fait dire à Jaime Ongpin, le pdg de la puissante corporation Ben-guet, qu'il faudra plus de neuf mois avant qu'on ait fait le tour du problème. Accouchement difficile. Un compagnon de table à La Tasca fait honneur à son filet de lapu-lapu en se moquant du roman comique d'«Agrava Christie». La commission porte le nom de l'ex-juge, Mme Corazon «Rosie» Agrava.

Soudain, un mois et demi après notre rencontre, contre toute attente, Butz Aquino décide de passer devant le comité d'enquête et répète l'essentiel des propos rapportés plus haut contredisant ainsi la thèse officielle du meurtre perpétré en solo par Rolando Galman. Il ajoute avoir recueilli les révélations de 11 témoins (donc 5 étrangers) mais il respecte leur anonymat.

En devenant le premier proche parent du sénateur à comparaître devant le comité des cinq, même s'il en conteste la légalité, Butz donne une pincée de courage à ceux qui peuvent faire éclater la vérité.

Ainsi, dans l'espace de quelques jours, un jeune mécanicien d'aviation, présent lors des événements du 21 août, affirme aux enquêteurs convoqués dans le bureau d'un avocat de Makati que le présumé assassin Rolando Galman était en train de bavarder tranquillement avec les soldats du service de sécurité (AVSECOM) près de l'avion de la China Airlines au moment où le premier coup de feu a été tiré sur le sénateur.

Pour la première fois et de façon officielle, un témoin nage contre le courant et sème la panique auprès des autorités. La preuve, c'est que les militaires accusent immédiatement la commission d'«intimider» les témoins. Or, selon les rapports de ces audiences, publiés en détails par le magazine Asiaweek (Hong Kong), c'est justement ce Ramon Balang et sa famille qui ont fait l'objet de pressions des forces de l'ordre avant l'apparition surprise. De plus, presque simultanément, le réseau américain de télévision NBC enregistre un témoignage analogue qui innocente Galman.

L'idée de confier l'étude des faits à une commission dont la nomination et le mandat sont sujet à caution est une excellente idée pour empêcher de faire toute la lumière sur cette affaire. Dans le cas de la première commission, le choix des examinateurs était tellement contestable que le gouvernement Marcos a dû faire marche ar-

rière et désigner d'autres commissaires.

À surveiller maintenant: l'enquête pourrait bien se retourner contre la voix de son maître et se révéler une véritable bombe dans le camp de ceux qui croyaient la transformation en habile instrument de camouflage.

À ma première visite dans la capitale des Philippines, des dirigeants du groupe d'opposition ATOM (August Twenty-One Movement) me demandent si j'ai visionné le film de l'arrivée de Ninoy Aquino à l'aéroport. En fait, toutes les télévisions ont montré les images du chef de l'opposition déguisé en «Marcial Bonifacio», son nom de guerre. À ce moment-là, je néglige comme d'autres l'existence de ces documents visuels d'une importance capitale.

Un vidéo

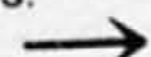
À Hong Kong, un diplomate récemment en poste à Manille et qui a personnellement rencontré Benigno Aquino en Californie vers la fin de ses 3 ans d'exil volontaire, me montre une copie de la vidéo-cassette.

Il est inutile de revenir ici sur le détail des circonstances exactes de l'attentat de ce dimanche après-midi du mois d'août — voir le PLUS du 27 août — mais qu'il suffise de dire que la pellicule gravée pendant les quelques minutes précédant la sortie d'Aquino de l'appareil et la trame sonore d'une dizaine de secondes précédant le coup de feu fatal fournissent une mine de renseignements.

De retour à Manille, dans le coffee shop de l'hôtel Admiral, le correspondant à la moustache blonde du Far Eastern Economic Review, Guy Sacerdoti, me dit qu'il existe deux films, tous deux réalisés par la télévision japonaise, et que celui de la NHK a capté les paroles des gardes qui ont escorté le sénateur de son siège vers l'escalier et juste sur le tarmac. À un moment donné, un parlant tagalog crie «sors!» et «tirez-le!». La détonation suit.

Ce journaliste, originaire de New York, qui était plus tôt en poste à Kuala Lumpur et à Djakarta (jusqu'à son expulsion) est marié à une Indonésienne et il se passionne maintenant pour le problème philippin. Il n'a pas une très grande estime pour la commission Agrava: «On leur souffle parfois les questions à poser aux témoins», lance-t-il en riant.

Il faut souligner que la presse, locale et étrangère, joue présentement beaucoup plus qu'un rôle d'observateur face aux bouleversements qui minent la réputation des 50 millions de Philippines.



Le frère du sénateur assassiné, Benigno Aquino, Agapito (au centre), s'adonne au jogging avec des partisans. Sur leurs maillots, la photo du sénateur.

PHILIPPINES: LA FERVEUR POPULAIRE ENVERS AQUINO NE SE DÉMENT PAS

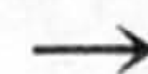


Jules Nadeau



A MANILLE

L'humour noir dans la rue



Lupita Aquino, la soeur de Ninoy et de Butz, est mariée avec un journaliste japonais, Ken Kashiwara, qui a donné le meilleur compte-rendu des dernières heures du sénateur et du vol Taipei-Manille. Les deux films de plusieurs minutes chacun sont des reportages spéciaux qui constituent de véritables enquêtes policières avec analyses d'experts en balistique, maquettes et reconstitution des faits. Un modèle du genre.

Radio-Veritas a été la seule station radiophonique à diffuser en direct l'arrivée du vol CAL 811 à la barrière No 8. Des religieux qui dirigent cette station m'ont expliqué qu'ils avaient dans les semaines suivantes reçu la directive d'en haut de «baisser le ton», une invitation à l'auto-censure. Mon passage dans le compound, de taille fort respectable, de la radio de Quezon City m'a laissé la conviction qu'il s'agit bien d'une antenne de l'opposition.

«Mr. and Mrs.»

L'humour se mêle aussi à la contestation. Un tabloïd à bordure jaune (toujours en l'honneur de Ninoy) qui s'intitule «Mr. and Mrs.», une allusion directe au couple présidentiel, Ferdinand et Imelda Marcos, se vend comme des petits pains chauds dès qu'il apparaît dans les mains des camelots sur le boulevard Roxas.

Une série de caricatures démontre par l'absurde que Galman, de petite taille et posté loin de la passerelle, n'a pas pu tirer Aquino à bout portant et dans une trajectoire de 45 degrés de haut en bas, qu'en marchant... sur des échasses, en descendant avec un parachute ou en sautant sur un pogostick.

De façon générale, les correspondants sont passablement libres dans leur travail et sauf dans un cas, un employé local de l'agence AFP, il n'y a pas eu de détention ou d'arrestation. Une attaque verbale est toutefois restée imprimée sur le torse de plusieurs représentants du métier. Après que le président Marcos eut traité de «menteurs» les correspondants étrangers et accusé ces derniers de ternir la réputation du pays, l'industrie dynamique des objets de piété pro-aquiniens a commencé à fabriquer des T-shirts portant l'anathème «ces menteurs de correspondants étrangers».

Les «menteurs», entre temps, s'étonnent du fait que la commission Agrava n'ait pas encore pris officiellement connaissance des films et interrogé les trois agents de sécurité en uniforme qui sont allés chercher Aquino à son siège de l'avion. Ces derniers sont clairement visibles sur la séquence. On peut même croire que les commissaires ont probablement tout vu puisque des cassettes piratées circulent sous le manteau de Manille jusqu'à Davao.

Une autre façon de tout éclaircir les faits en l'espace d'une journée ou deux est de récupérer les bobines des caméras fixes de l'aéroport. Les autorités militaires affirment que les appareils ne fonctionnaient pas cette journée-là, ce qui est particulièrement étrange puisqu'on savait très bien où et quand Aquino arriverait à l'aéroport. Même les sympathisants étaient sur place pour un accueil triomphal.

Sur le plan politique, qui l'emporte? Le gouvernement Marcos ou l'opposition? Déjà, en octobre et novembre, des Aquinistas m'affirmaient un peu partout: «Vous voyez, plusieurs semaines après la mort de Ninoy, la population continue à manifester publiquement et de façon enthousiaste. La famille Marcos ne devait pas s'attendre à une réaction de ce genre, le ressentiment populaire accumulé depuis des années et cristallisé en une journée est puissant.»

En effet, les manifestations de fin d'après-midi dans le quartier des affaires de Makati sont impressionnantes. Des tonnes de confetti jaunes tombent comme de la neige sur la tête des jeunes qui scandent des slogans. Non loin de l'ambassade canadienne et des bureaux du Canadien Pacifique, les employés de la Manila Bankers Life Insurance déploient la banderolle suivante: «Révolution d'aujourd'hui: justice, liberté, réconciliation.» D'autres slogans sont plus directs: «Libérez tous les prisonniers politiques» qui sont près d'un millier, estime-t-on généralement.

«Dans ces comportements collectifs, il faut tenir compte de la mentalité très volatile des Philippines qui sont très latines, beaucoup plus latines que nous», souligne un des Québécois que j'ai l'occasion de rencontrer là-bas. Un autre, Georges Courchesne, père des missions étrangères et vicaire à la paroisse Santa Cruz, compare la foule qui a assisté aux obsèques d'Aquino aux masses qui ont accueilli le pape Jean-Paul II lorsqu'il a visité l'archipel.

Cote à la baisse

Quoi qu'il en soit, dans un pays où l'on peut communiquer tellement facilement avec toutes les couches de la population en utilisant l'anglais, il est relativement facile de faire sa propre enquête et de constater que la cote des Marcos est nettement à la baisse. Edwin, le chauffeur de taxi qui m'attend souvent à la porte du Mabini Mansion, me raconte une des nombreuses blagues qui circulent sur les projets de grandeur de la femme du président ou sur sa fortune. «Savez-vous qu'elle travaille maintenant dans le secteur des mines (mining business)? Eh oui, quand elle se promène dans sa ville, elle dit toujours... this is mine, this is mine!»

Tout à fait à l'opposé, des observateurs avancent l'explication que Marcos savait très bien quels risques il prenait en éliminant Aquino et qu'il prévoyait qu'il finirait par surmonter la vague de protestation. Cinq mois plus tard, le chef du gouvernement a certainement marqué plusieurs points. Premièrement, il n'y a pas eu de soulèvement ou de rébellion. Deuxièmement, il a eu le temps de se recueillir la santé si bien qu'il a fait plusieurs apparitions publi-

ques et s'est même déplacé jusqu'à la ville de Baguio. Imelda Marcos est allée à Pékin pour chercher de l'aide économique. Troisièmement, l'armée n'est toujours pas intervenue pour prendre le pouvoir comme on l'a craint vers la fin de l'année dernière. Le temps travaille donc en faveur du leader politique de 66 ans qui a accumulé de vastes pouvoirs depuis l'imposition de la loi martiale.

Un autre moment critique est passé, celui de la visite du président Ronald Reagan, qui a failli porter un coup mortel à la crédibilité du gouvernement Marcos lorsqu'elle a été contremandée. En période pré-électorale et avec les problèmes qu'il a au Liban et Amérique centrale, il est peu probable que la Maison-Blanche décide de s'attaquer de front à Ferdinand Marcos. Le candidat républicain retire plus de bénéfices à se rendre en Corée du Sud comme il l'a fait en novembre ou en Chine populaire comme il le fera en avril.

L'avenir

Dans les prochains mois, parallèlement au labeur de la Commission, la grande bataille des Philippines se jouera sur deux fronts: l'économie et les boîtes de scrutin.

En atterrissant sur l'île principale de Luzon, le caissier de la banque que vous donne officiellement 14 pesos contre un «green back» tandis que dans le quartier de l'Ermita, près du Hilton, des bureaux de change vous en donnent au moins 18 et même 20. En plus de la dévaluation, malgré les nouveaux interdits du gouvernement, n'importe quel étranger peut facilement profiter de ce bonus qui reste toutefois un attrait insuffisant pour le touriste volatile qui redoute maintenant l'archipel au climat tropical.

Dans les hôtels et les discothèques, on est traité aux petits soins vu la rareté des globe-trotters aux cheveux châtaîns. Une chinoise d'une soixantaine d'années se plaint: «Lorsque j'ai voulu m'acheter une bouteille de parfum sur le vol de la Philippines Airlines, l'hôtesse n'a même pas voulu accepter mes pesos. J'ai dû payer en dollars de Hong Kong!»

On m'a souvent parlé d'intentions de grève des étudiants, des artistes, des employés des hôtels et même des chauffeurs de Jeeps (sorte de jeep étiré en minibus super-polluant) mais selon un homme d'affaires chinois, seuls le manque de lettres de crédit et la pénurie de matières premières suffiront à faire fermer les usines dès la fin de janvier. La banque centrale tente actuellement à Washington d'obtenir de meilleurs délais pour neuf des 25 milliards de dollars US de la dette à l'étranger.

Au chapitre des élections, un temps fort: le scrutin du 14 mai prochain pourvoira 183 des 200 sièges à l'Assemblée nationale. Le grand problème de l'opposition est sa profonde division interne face au régime politique de la famille Marcos érigée en véritable système qui profite de son expérience de 18 ans au pouvoir, dont la moitié sous la loi martiale. L'espoir des forces de l'opposition est

de réussir à canaliser le mécontentement populaire soulevé par le coup de main contre le sénateur Aquino et surtout de faire échec à toutes ruses et fraudes électorales.

Il existe déjà un embryon de regroupement politique mais il est encore trop tôt pour savoir s'il y aura une grande alliance contre le KBL, le parti au pouvoir. Il est probable que non et la preuve en est que Butz Aquino, par exemple, n'a même pas l'intention de brigner les suffrages malgré sa valeur de personnalité-symbole.

Et Imelda?

Parmi les éléments politiques à surveiller il faut en mentionner trois qui sont hétérogènes les uns par rapport aux autres mais dont l'importance est indiscutable.

Il y a quelques mois Imelda Marcos, 54 ans, la première Dame de la République, a déclaré qu'elle ne se présenterait pas aux élections de l'été prochain laissant entendre qu'elle entendait désormais jouer un rôle plus effacé. Mais elle vient de faire savoir dans un discours public, qu'elle pourrait changer d'idée, une tactique qu'elle a souvent utilisée. Son Centre culturel des Philippines près de l'hôtel Plaza est impressionnant mais les 1,5 millions de pauvres vivant dans le secteur de Tondo sont encore plus impressionnants.

Dans le seul pays catholique de l'Asie, l'Eglise joue un rôle important sous la direction du cardinal Jaime Sin. «Ils sont aussi fervents que les Québécois l'étaient dans les années 30», opine un missionnaire, et le moins qu'on puisse dire c'est que le clergé ne va pas mettre tout son poids du côté du gouvernement en place. Un Jésuite réitère que l'Eglise pratique une politique de «collaboration critique» avec le gouvernement.

Pour ce qui est de l'armée, la possibilité d'une intervention des généraux dans la vie civile semble moins risquée maintenant qu'à la fin de l'année dernière lorsque les manifestations étaient plus inquiétantes, mais il est certain que les Forces armées continuent de peser lourd dans le jeu des alliances. Si l'enquête Agrava tourne mal pour le pouvoir central, des têtes vont rouler.

Enfin, avant de reprendre l'avion pour Taiwan, visite au cimetière pour voir le lieu de sépulture de Ninoy Aquino et 200 mètres plus loin la petite plaque dédiée à Rolando Galman. La femme seule en uniforme militaire bleu sourit en me voyant descendre du taxi. Calme complet et silence respectueux.

Cette sérénité fait penser à celle de la mère des Aquino rencontrée dans une messe-rallye à la paroisse d'Apalit à Panpanga, dans une vieille maison familiale. Pas un mot amer ne sort de sa bouche et dans une entrevue à la télévision espagnole, elle hésite à prononcer le nom de Marcos. Un neveu de Ninoy avec qui je passe plusieurs heures se montre le boute-en-train du groupe. Même la femme de Ninoy, Corazon, fait preuve de maturité et de sens des responsabilités. Et c'est pourtant le pays de la vendetta.



Yves Leclerc

DEMAIN L'AN 2000

Logo, un bon vieux nouveau langage

POUR CARRE: LONGUEUR
RÉPÈTE 4 (AVANCE: LONGUEUR DROITE 90)
FIN

Le récent débat sur l'introduction des ordinateurs à l'école a attiré l'attention sur un langage d'ordinateur assez spécial, que ses inventeurs ont créé spécialement pour répondre à des préoccupations d'ordre pédagogique: Logo. Les trois lignes de texte ci-dessus vous permettront de vous faire une idée bien succincte de son apparence et de son format.

Pour beaucoup d'amateurs de micro-informatique et de pédagogues qui connaissent depuis longtemps le BASIC et qui ont entendu beaucoup parler de Fortran et de Cobol, et, plus récemment, de Pascal, Logo est un «nouveau» langage. Mais cette impression est trompeuse. De fait, Logo a une bonne quinzaine d'années d'âge, presque autant que BASIC, et plus que Pascal. Il avait été mis au point sur des grands ordinateurs de la seconde génération, et transplanté sur des micro-ordinateurs (notamment de la famille des PDP-11) longtemps avant l'ère des micro-ordinateurs actuels.

Au Québec même, dès le milieu des années 1970, une entreprise d'informatique réalisait des ordinateurs de petite taille (pour l'époque) qui utilisaient Logo: la Société Générale Tortue, qui allait donner naissance un peu plus tard à Pro-Plus. L'animateur de cette société, Guy Montpetit, était un élève et un disciple du créateur de Logo, le mathématicien et pédagogue américain Seymour Papert.

Par la suite, Montpetit, un personnage assez curieux mais fascinant, devait également donner naissance aux Systèmes d'ordinateur Logo, autre entreprise québécoise, responsable de la création du Logo officiel des ordinateurs Apple et de la principale version française du langage. La société a depuis mis au point une bonne dizaine d'autres versions de Logo. Quant à Montpetit, il l'a quittée pour se lancer dans une nouvelle aventure, Silicart, dont on sait peu de choses encore.

Un concept d'apprentissage

Qu'est-ce que Logo a de particulier? La quasi-totalité des autres langages de programmation ont été écrits par des techniciens pour des techniciens, sans le moindre souci de la dimension psychologique et culturelle que comporte toujours l'utilisation d'un langage, même le plus technique. Leurs cri-

tères premiers étaient la puissance, la rapidité d'exécution, la variété des tâches réalisables, parfois la concision.

Et ils avaient face aux erreurs et aux tâtonnements une attitude catégorique: ils les refusaient, soit en supposant que leurs utilisateurs n'en commettraient jamais, soit en adoptant des formes très rigides qui avaient pour but de les interdire à peu près totalement.

Logo, en échange, a été conçu par des pédagogues, à partir non de problèmes techniques et de critères de puissance et d'efficacité, mais à l'intention des enfants et des néophytes, et en fonction de considération comme la facilité d'apprentissage et la justesse psychologique des concepts et des termes.

Et surtout, Logo non seulement accepte que l'on fasse des erreurs, il s'y attend, et considère que c'est une bonne chose: pour apprendre, il n'y a rien comme d'essayer, de se tromper et de recommencer. Si bien que peu importe l'énormité de la gaffe que vous commettez en essayant d'écrire un programme Logo, vous ne resterez jamais suspendu dans le vide comme il arrive souvent dans les langages «classiques»: ou bien il se passera quelque chose sur l'écran (même si ce n'est pas du tout ce que vous attendiez), ou bien vous recevrez de l'ordinateur un message le plus détaillé possible sur le sens de votre erreur.

Une géographie intuitive

Une autre caractéristique de Logo, c'est qu'au lieu d'être orienté «calcul» comme la plupart des autres langages, il est orienté «dessin». Les plus simples et les plus naturelles des opérations que vous pouvez lui faire exécuter consistent à déplacer sur l'écran un pointeur triangulaire, appelé «tortue», qui laisse derrière lui une trace visible.

Ainsi, l'exemple donné au début du texte signifie en clair: pour tracer un carré d'une certaine longueur, répétez quatre fois l'opération suivante: avancez du nombre de pas correspondant à la longueur, et tournez à droite de 90 degrés.

L'avantage de cette formule, c'est qu'elle se prête à toutes sortes d'expériences réalisées de manière intuitive. Que se passe-t-il si on change l'angle de 90 à 65 degrés? si on donne des longueurs

différentes aux quatre côtés? si on fait plus de quatre répétitions? si on varie l'angle chaque fois? Dans tous les cas, Logo vous donnera une réponse quelconque, qui souvent vous suggérera de nouvelles pistes à explorer.

Ce n'est là, bien sûr, qu'une infime partie de ce qu'on peut faire avec Logo. Il y a même des entreprises, comme la maison Octa-Sys, qui s'en servent comme d'un langage de programmation classique, pour créer des programmes de gestion commerciale et de consultation de banques de données (notons en passant que ce n'est peut-être pas le meilleur langage pour cela, quoi qu'en disent ses défenseurs, souvent passionnés).

En contrepartie, Logo n'a pas que des qualités. De ses antécédents déjà anciens, et de sa naissance sur de gros ordinateurs, il a gardé une syntaxe un peu bizarre et un appétit féroce de mémoire, comparé à des langages plus «frugaux» comme BASIC, Forth ou «C». Et à mesure que les programmes deviennent plus complexes, son exécution tend à ralentir de façon parfois exaspérante.

Dans l'ensemble, cependant, c'est un outil extrêmement intéressant d'apprentissage, et pour les amateurs qui en sont à leurs premières expériences avec l'ordinateur, cela peut constituer une «porte d'entrée» beaucoup moins rébarbative que BASIC. Le seul ennui, c'est que ce dernier est presque toujours fourni gratuitement avec la machine, alors que dans la plupart des cas, Logo coûte assez cher et exige un ordinateur ayant des capacités plus importantes.

MICRO-ORDINATEURS SYSTÈME COMPLET COMPATIBLE AU APPLE

- Memo 64K (8 puces de 8K)
- 52 touches programmées BASIC, 10 programmables sur clavier numérique
- Majuscules, minuscules et auto-répétitives
- Lecteur de disquettes à mécanisme SIEMENS et contrôleur
- Moniteur ZENITH vert 12" anti-reflet
- Imprimante Gemini 10X et interface graphique

\$1599

MÉMORISSE INC.
LAVAL

SUR RENDEZ-VOUS SEULEMENT
622-1390



Guy Fournier

POUR RIRE

Comme dit le proverbe...

N.D.L.R. — Comme tous les Québécois, notre chroniqueur Guy Fournier est très intéressé, dans l'ordre, par le hockey, l'automobile et les femmes. Il y a quelques semaines, comme il le fait chaque année en compagnie de milliers d'autres de ses compatriotes mâles, notre chroniqueur a passé de longues heures à flâner au Salon de l'Automobile à la Place Bonaventure. Il en est sorti convaincu que des dizaines de proverbes devraient être modifiés afin de tenir compte des réalités modernes, en particulier de l'importance de la voiture dans la vie de l'homme. Il soumet ci-après à l'attention de l'Académie française et de Messieurs Larousse et Robert une série de proverbes remaniés. Comme il nous l'a expliqué lui-même: «Ça coûte moins cher de changer les proverbes que changer de char!»

A beau mentir qui vend un char repeint!

À bon char, bon chauffeur!

Chacun son métier, les chars seront mieux réparés!

À chaque conducteur, sa bagnole est la meilleure!

À véhicule donné, on ne regarde pas si le réservoir est vide!

Le klaxon ne fait pas le bolide!

À sa bagnole, on reconnaît l'homme!

À méchant conducteur, point de bon char!

L'auto fait passer le temps, le temps fait rouiller l'auto!

La voiture tombe toujours du côté où est le cric!

La voiture est un bon serviteur, mais un mauvais maître!

À une femme et à un vieux tacot, il y a toujours à refaire!

Au pauvre, une minoune!

Au royaume des minounes, l'américaine fait la loi!

Les chiens aboient, l'automobile passe!

Qui veut voyager loin, ménage sa voiture!

L'occasion fait le citron!

Dans son char mourra le chauffard!

Deux autos valent mieux qu'une!

Dis-moi ce que tu conduis, je te dirai qui tu es!

La voiture usagée vient toujours du curé!

Bonne renommée vaut mieux que char de l'année!

L'auto vendue, adieu l'acheteur!

La vitesse tue plus de monde que l'épée!

Des goûts et des voitures, il ne faut pas discuter!

L'auto ne fait pas le conducteur!

Il ne faut pas changer de voiture au milieu du chemin!

Il faut faire le plein pour avancer.

Il faut tourner sa langue sept fois dans sa bouche avant de doubler!

Il faut ralentir ou mourir jeune!

Il ne sert à rien de pleurer sur un pneu crevé!

Il n'est si bonne voiture qui ne devienne minoune!

Il y a un bon Dieu pour les ivrognes!

La voiture fait les cimetières bossus!

La méfiance est mère de la sécurité!

La nuit tous les chars sont gris!

On attrape plus de donzelles avec une voiture qu'avec sa cervelle!

La plus belle voiture du monde ne peut donner que ce qu'elle a!

Quand l'auto va, tout va!

Une décapotable ne fait pas le printemps!

Les joyeux rescapés des 2 000 kilomètres à ski

« **D**ernière conférence d'importance des 31 skieurs et skieuses qui viennent de parcourir plus de 1 500 kilomètres depuis Gaspé jusqu'à Val-David... Cernes d'épuisement sous les yeux, douleurs musculaires, tendinites, gripes, gastro-entérites... » disait le communiqué de presse.

Les masochistes me déplaisent. Aussi appréhendais-je cette rencontre à Val-David. Je m'attendais donc à les voir arriver pliés en deux, visages étirés, à moitié morts, mais une farouche volonté de continuer jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à Hull, le 5 février, arrêt final après les 2 000 kilomètres parcourus depuis le premier janvier, à raison de 50 à 70 kilomètres par jour.

Ce ne sont pas de pauvres rescapés de guerre qui m'attendaient dans le hall de l'Auberge du Vieux Foyer à Val-David, en ce premier février, mais de magnifiques visages bronzés, aérés, au regard lumineux et au sourire épanoui, des dos bien droits, de solides épaules qui ont poussé environ 1 million 5 mille fois sur des bâtons de ski, des jambes alertes prêtes à repartir dans quelques heures pour continuer l'expédition. Je les regarde et je « nous » regarde, journalistes venus les accueillir en cette presque dernière halte: ce sont nous qui faisons piètre figure à côté d'eux!

Fierté et paix se lisent sur les visages qui ont reçu, depuis un mois, aussi bien froidure, vent, soleil et neige que beauté majestueuse des baies, des caps, des rivières gelées, des montagnes, des levers et des couchers de soleil, des plaines immaculées et des sentiers décorés de pistes de lièvres, d'écureuils ou de renards...

Une expédition à la limite de la résistance humaine

Et pourtant l'Expédition Jacques-Cartier ne fut pas de tout repos! Dr Yves Tessier — qui a, lui aussi, fait partie du groupe des déçus à parcourir le chemin qu'avait entrepris notre digne découvreur en 1534, à la découverte des «territoires riches en faune ailée, en loups-marins, le long du golfe St-Laurent» — la qualifie de performance.

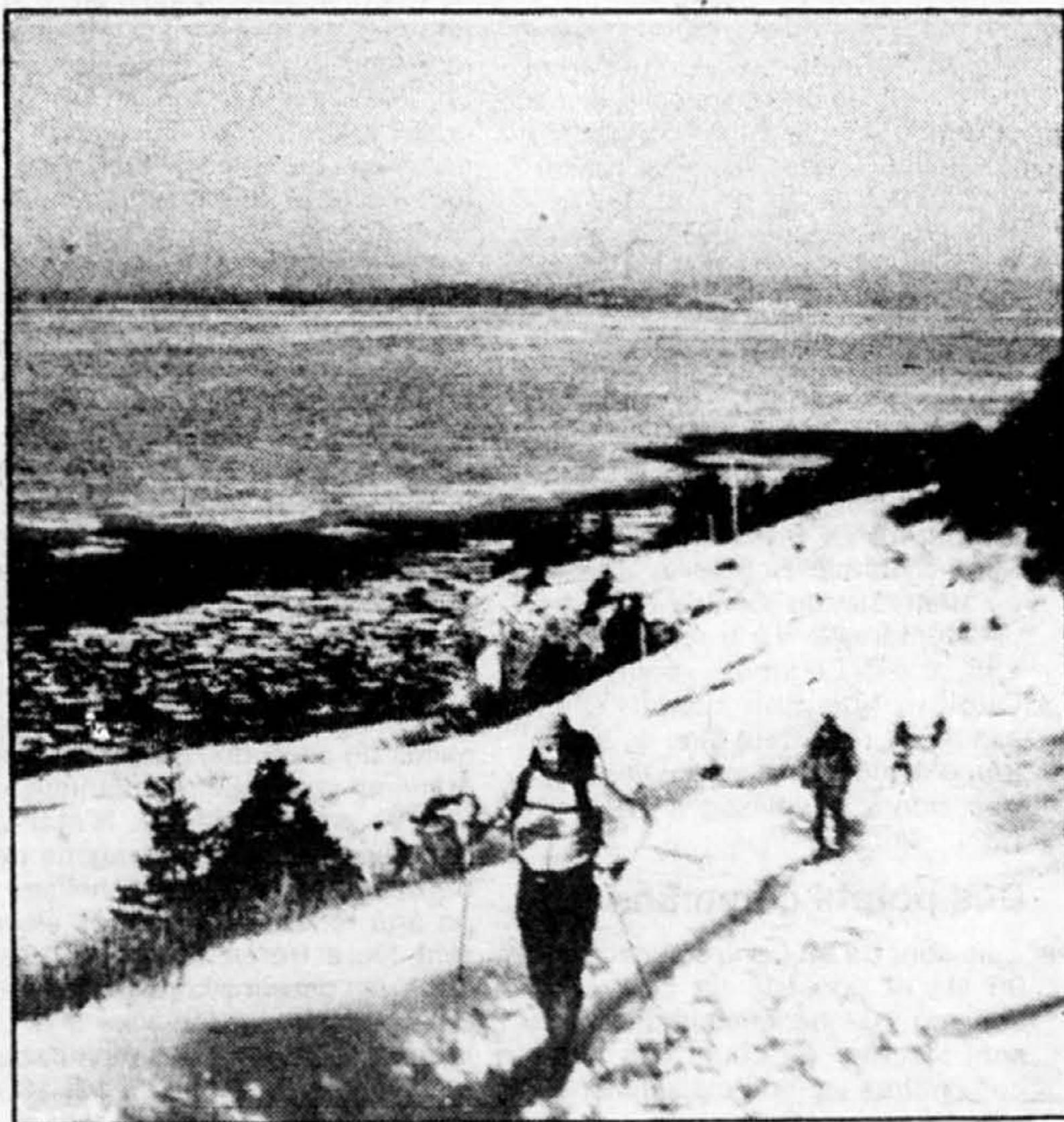
«Je compare cette expédition, dit-il, à la traversée de l'Atlantique

en petit bateau à voile ou encore, en exagérant aucunement, à l'escalade du Mont Everest. Ce qui nous a permis de tenir jusqu'au bout, de supporter les ampoules aux pieds et le stress d'une aussi longue «marche», fut la fraternité qui régnait parmi nous. Seul, je ne crois pas qu'aucun de nous aurait pu persévérer! En tant que professionnel de la santé, continue-t-il avec humour, je suis déçu de ne pas avoir eu de ces gros cas de broncho-pneumonie ou d'hypothermie (abaissement de la température du corps au-dessous de la normale).»

Dr Tessier s'attendait au pire. Cependant, à part l'épidémie de grippe du début de l'expédition puis de la désormais mémorable gastro-entérite galopante apparue après une journée de repos à Matane, gastro-entérite qui faisait s'arrêter fréquemment les malades dans les bois, rien de grave ou du moins d'assez sérieux pour compromettre l'expédition. «Atteints de grippe ou de gastro, les skieurs refusaient de s'arrêter pour quelques jours, dit-il. Malgré leur affaiblissement, ils refusaient le séjour

à l'hôpital, persuadés qu'ils allaient bientôt être guéris. Et ils avaient raison! Tant qu'il y a motivation, les douleurs sont secondaires et passent, moyennant, bien sûr, des médicaments appropriés. Il y a cependant une limite à la résistance humaine.»

Une résistance qui, elle, aux dires du docteur Tessier, dépend de l'entraînement. En ce qui a trait à celui des 31 skieurs et skieuses — quatre femmes faisaient partie de l'expédition —, il fut excellent. À un point tel que plusieurs n'ont souffert d'aucune ampoule ou tendinite, pas même d'enflure de pied. Les malchanceux ont pu cependant être soignés par le médecin du groupe qui a attribué ces problèmes à la mauvaise acclimatation du corps. Certains ont quand même dû faire nettoyer leurs plaies à l'hôpital après plusieurs jours de souffrance. «On n'avait pas la corne que tout skieur retrouve sous ses pieds à la fin d'une saison», dit Pierre Gougoux, chef de l'expédition et valeureux pionnier de ce tour de force, puisque c'est lui, qui, il y a quelques années, eut l'idée de relier par une



PLEIN AIR



Simone Piuze

piste de ski, tous les villages qui longent le Saint-Laurent, de Gaspé à Hull.

La première expédition avait été de deux jours et réunissait 20 personnes. La deuxième de trois jours, et la troisième de huit jours, cent personnes suivant dans l'euphorie ce Pierre Gougoux intrépide. Bilan 84: 31 participants dans la trentaine dont l'un âgé de 54 ans, Vallier Bouchard, qui s'est retrouvé le 7 janvier, les deux fesses dans l'eau glacée d'un ruisseau, skis en l'air, attendant le secours de Robert Landéi, bras droit de Gougoux.

Robert Landéi parlera d'une façon fort louangeuse de ce Vallier Bouchard au moral d'acier et à la poésie «pratique» puisque c'est lui qui a composé les paroles de la chanson thème de l'expédition Jacques-Cartier, «Partons la neige est belle», sur l'air de «Partons la mer est belle». Debouts, se tenant enlacés dans la salle de conférence de l'Auberge du Vieux Foyer de Val-David, ils me l'ont chantée avec cœur, les 31 randonneurs au visage bronzé. Je me suis jointe à eux, jalouse de leur fraternité gagnée au fil d'une longue marche dans la neige, passant par Rivière-au-Renard, Saint-Octave-de-l'Avenir, Matane, Saint-Antoine-de-Patou-de-Kempt, Sainte-Françoise, Saint-Siméon, le lac Beauport, Grand-Lac des Îles, Saint-Zénon... Nous avons repris la chanson, puis je les ai écoutés me raconter les péripéties de «la plus longue piste de ski au monde», piste qui leur a permis d'apprécier la chaleur des habitants de la Gaspésie, en particulier. «Partout, dit Pierre Gougoux, nous avons été reçus généreusement. De Petite-Vallée à l'Anse-Pleureuse, des élèves ont parcouru avec nous 24 kilomètres. Plus loin, un garçon d'une douzaine d'années, Gino, a fait deux jours complets de randonnée avec nous. À Saint-Zénon, des «tapeux-de-pieds» nous ont entraînés dans une danse folle, après un bon repas. À un autre village, 15 à 18 élèves du secondaire I nous ont suivis sur une longueur d'environ 20 kilomètres. Le Cercle des Fermières, des écoles, des salles municipales, des villageois, des camps de motoneigistes — ils ont été merveilleux, ces motoneigistes, ouvrant pour nous des sentiers enneigés ou nous in-

vitant à venir nous reposer dans leur cabane — nous offraient l'hospitalité, sans oublier les auberges de jeunesse. De son côté, la compagnie Montclair a fourni un camion pour transporter les bagages et plusieurs milliers de litres d'eau minérale, tandis qu'Esso défrayait les coûts d'opération du véhicule.

Mais quel était l'horaire d'une journée type de l'expédition? Robert Landéi sourit en coin en précisant que le lever avait lieu entre 4 heures et 5 heures, dépendant de la journée, suivi de la ruée vers les toilettes — habituellement un seul cabinet! — puis du petit déjeuner constitué de gruau, de bacon, de fromage, d'œufs et de jus. «Habituellement, dit Daniel Rémy, du magazine Expédition, les randonneurs consommaient deux portions plutôt qu'une, pour être certains de ne pas avoir faim avant 9 heures.» Odile Dumais, nutritionniste, elle aussi de l'expédition, signale que tout participant à l'aventure devait ingurgiter au moins 7 000 calories par jour, ce qui correspond à une consommation d'environ 3 fois plus que la normale! «Avec deux repas chauds par jour — déjeuner et souper — et des vivres en cours de route, dit-elle, sans oublier les suppléments en vitamines, en minéraux et en protéines offerts par la compagnie Shaklee, nous avons pu lutter très bien contre la fatigue musculaire.» Ces ressources spéciales ont été fort appréciées surtout au début de l'expédition pour compenser les pertes importantes d'énergies causées par la mise en forme et le combat contre les grands froids des premiers jours de janvier.

Se nourrir, avancer, avancer, ouvrir des chemins, avancer encore et toujours, recevoir les blagues de Thierry, Français qui s'est joint à l'expédition et dont la mission consistait à «réveiller les marcheurs», lui... anesthésiste de son métier! — «En France, dit-il, avec humour, j'endors mes patients; ici, au Québec, je me dois de tenir les gens éveillés! — voir le soleil se coucher, puis s'arrêter, halte nocturne, temps de repos avant le lever du soleil, heures partagées au tour d'une table aux mets préparés avec amour, telle était la routine journalière de ces trente et un fous d'air pur. □

Une épidémie sans précédent



Dr Gifford Jones

SE SOIGNER

« **C**omment diable a-t-elle pu en arriver là? Je la dévisageais depuis qu'elle s'était assise en face de moi dans mon bureau. Je ne l'avais pas vue depuis quelques années et c'est à peine si je la reconnaissais. Complètement aveugle, clopinant de misère, ne contrôlant plus sa vessie. Un portrait cruel pour une jeune femme autrefois vive et jolie. Comme tant d'autres, elle avait haussé les épaules avec indifférence le jour où on lui avait dit que son urine dissimulait un peu de sucre... Son triste état, aboutissement de l'une des plus grandes méprises des temps modernes, me pousse à parler encore et encore des dangers du diabète.

J'écrivais la semaine dernière qu'on diagnostique un nouveau diabétique à chaque cinquante secondes en Amérique du Nord. Rien d'étonnant à ce que le diabète se hisse au troisième rang des causes de décès puisque l'on pré-

voit qu'un enfant sur cinq, nés aujourd'hui, est un futur diabétique.

Avec l'âge, l'artériosclérose nous frappe tous, sans exception, à divers degrés. Cependant le durcissement des artères évolue beaucoup plus vite chez les diabétiques. Comme quoi on a bien l'âge de ses artères!

Ne plus voir, ne plus marcher

Cette femme, assise là devant moi, n'a que cinquante-six ans. Elle ne voit plus à cause d'une rétinopathie due à son diabète. Peu à peu les vaisseaux sanguins de la rétine se sont engorgés de dépôts athéromateux, bloquant la transmission des images au cerveau. Mince consolation, une foule d'autres partagent le même sort: outre le fait que la rétinopathie diabétique soit la première cause de cécité dans la population entre vingt et soixante-cinq ans, la moitié des diabétiques en sont atteints un jour ou l'autre.

Au fil des ans, «le petit peu de sucre dans les urines» s'était transformé en polynévrite. Comparables aux obstructions coronaires qui mènent droit à l'infarctus, les rétrécissements vasculaires par artériosclérose conduisent à la dégénérescence nerveuse. Par manque d'oxygène dans un cas comme dans l'autre. Des névrites de la tête aux pieds, mais à ce chapitre, les nerfs moteurs oculaires, commandant la plupart des muscles des yeux, constituent un site de prédilection. Premiers signes: douleurs brusques, double vision et incapacité de bouger les yeux.

Toutefois, nul nerf n'est à l'abri des ravages de la polynévrite. L'atteinte du nerf médian par exemple, provoque des picotements douloureux dans la main, aggravés par les mouvements et pires pendant la nuit. Ma patiente, pour sa part, souffrait de l'inflammation du nerf fémoral. Comme si la cécité ne suffisait pas, elle luttait con-

tre des élancements et des engourdissements de la jambe. De par la grande faiblesse de son quadriceps, elle se tenait à peine debout.

Pour certains diabétiques, ce sont des sensations de brûlures, de fourmillements ou de compression dans les jambes qui prédominent. D'autres décrivent une impression de marcher sur un coussin d'air ou sur des plumes; enfin, quelques-uns sentent leurs chevilles lourdes et enflées quand, de fait, elles ne le sont pas. Fréquemment, la peau devient graduellement si sensible que la seule friction d'un pyjama devient intolérable.

Comment expliquer l'incontinence urinaire? Par le même principe. Les nerfs atteints ne transmettent plus les sensations au cerveau. La victime ignore le contenu de sa vessie; lorsque trop pleine, elle déborde.

Manger pour vivre et non le contraire

«Comment a-t-elle pu en arriver là» se demande-t-on. Très simplement. Mariée à l'âge de vingt et un ans et pesant 110 livres, elle oscillait dans les 225 livres dix ans plus tard. Épuisée, son pancréas avait depuis longtemps failli à la tâche de produire suffisamment d'insuline pour maintenir un taux normal de sucre dans le sang.

Aux premiers temps, on avait noté la présence d'un peu de sucre dans l'urine. Puis un jour, elle fut maintenue en vie par des injections d'insuline. Et la maladie fit des progrès continuels.

Si la nourriture industrielle qui regorge de sucre est un facteur important de la hausse continue du diabète, la gourmandise, voire la glotonnerie dans certains cas, est le principal artisan de ce fléau. Tant et aussi longtemps que les Nord-Américains n'auront pas appris à couper sur les calories, l'épidémie se poursuivra. □



Claire Dutrisac

VIEILLIR

AU C.A. DE MONTARVILLE

Une initiative heureuse pour briser l'anonymat...

De multiples centres d'hébergement pour personnes âgées déploient de sérieux efforts pour améliorer la qualité de vie de leurs bénéficiaires.

Parmi ceux-là, le Centre d'Accueil de Montarville, à Saint-Bruno, a fait montre d'imagination en réalisant une idée toute simple: interviewer chacun et chacune des pensionnaires de l'établissement. Leur faire retrouver les souvenirs les plus marquants de leur vie. Puis, rédiger ces biographies à vol d'oiseaux en retenant leurs mots bien à eux. Ces biographies sont encadrées, avec une photo de leur auteur, et accrochées aux murs.

L'impact de cette initiative

C'est une idée toute simple, n'est-ce pas? Mais il fallait y penser, comme pour l'oeuf de Colomb. La Direction du Centre l'a eue... avec un but derrière la tête: briser l'anonymat qui enveloppe généralement ce type d'établissement.

Quand près d'une centaine d'individus qui ne se connaissent pas, qui viennent de milieux divers, qui ont reçu une éducation différentes, sont obligés, à un âge avancé, de vivre ensemble, il arrive que si

des amitiés se nouent, des frictions et des rejets surgissent également.

On ne se connaît pas, donc on s'ignore. Ou on se griffe. Ou on se méprise. Ou on se dédaigne. La vieillesse ne peut être réduite à un seul stéréotype, ou même à deux: ceux qui vieillissent mal et ceux qui vieillissent bien. Ou encore: on vieillit comme on a vécu. Ce n'est pas toujours vrai. Il arrive que la souffrance, physique ou morale, gruge des caractères autrefois gais et courageux, alors qu'elle renforce des êtres que l'on croyait faibles et sans ressort.

La confusion mentale

Bien sûr, ce centre, comme les autres, héberge des personnes dont l'esprit a chaviré. De certaines, on a réussi à tirer des profondeurs de leur confusion, quelques bribes de souvenirs. Des autres, rien. Alors, et une certaine tristesse nous envahit à ce moment, on a fait appel à des frères, des soeurs, à des enfants, à des neveux. Et ce qui console un peu, c'est le respect et l'affection qui percent dans les propos de ceux qui les ont connus autrement, avant que tout ait sombré dans leur cerveau.

On a fait mouche

Le but visé a été atteint. Tant

chez les employés que les visiteurs et les bénéficiaires, on se découvre des points communs: «Tiens, mais on vient de la même région! Ne seriez-vous pas parent avec... Vous avez travaillé à cet endroit? Alors, vous connaissez sûrement...» Des liens se resserrent, d'autres se nouent. Le personnel ne soigne plus des êtres humains presque anonymes mais des humains bien personnalisés, qui ont fait ceci, cela... Ils ont été jeunes-eux aussi. Ils ont aimé ce qui captive encore la jeunesse d'aujourd'hui: la danse et le chant, par exemple. On analyse les différences aussi.

Comme le faisait remarquer Mme Monique Robitaille, directrice générale du Centre d'Accueil de Montarville: «À travers ces récits, c'est l'histoire récente du Québec que l'on revit.» C'est exact. On reste tout ému devant la trame de ces vies, devant ces visages ridés, des visages qui sourient... encore!

Des points communs

Ils sont 89 au Centre qui compte 90 lits et possède un Centre de Jour où 107 bénéficiaires environ sont inscrits. Au cours des mois, ces chiffres varient, évidemment.

Il ne faut pas croire que cette initiative soit la seule activité du Centre: j'en ai une page entière qui énumère ce qu'on y accomplit. On apprécie le plaisir d'aller prendre un café chez MacDonald! On aime aussi les séances de lecture en commun. La semaine suivante, la lectrice pose des questions sur le chapitre de la semaine précédente, question de cultiver sa mémoire en même temps que son intellect. Il y a des ateliers de chant, d'artisanat, de menuiserie. Des apéritifs servis au coin du feu. On présente des films. Diverses sorties sont organisées.

Mais aujourd'hui, je veux vous parler de ceux qui vivent dans ce coquet établissement, clair, ouvert à l'extérieur. De ce qu'ils furent, ces gens, avant d'être là.

Beaucoup d'entre eux proviennent de grosses familles. Des familles de sept, dix, quatorze, vingt et même vingt-quatre enfants! Oui, oui! Vous avez bien lu. N'était-ce pas l'époque de la «revanche des berceaux»? Souvent orphelines à un âge tendre, des fillettes élevèrent leurs frères et soeurs. Certains, les garçons comme les filles, ont commencé à travailler soit sur la terre, soit dans des manufactures ou comme bonnes à 12, 13 et

14 ans. Les arrière-grand-mères ne sont pas rares.

On voit aussi que la musique, pour les mieux nantis, et le chant ont tenu une grosse place dans la plupart de ces vies. Il en est qui ont aimé la lecture à la folie, la télévision n'étant pas encore née non plus que les ordinateurs.

Il se trouve, parmi eux, des Européens (France, Belgique, Angleterre, Irlande, Tchécoslovaquie, Autriche, Hongrie) et des descendants d'Indiens.

Ils et elles ont aimé voyager. Évidemment, c'est ceux que le sort a choyés. En même temps que l'on retrouve, au fil de ces biographies, des traits communs, on y décèle aussi beaucoup de variété dans les situations. Le caractère de chacun, chacune transperce dans ces récits.

On s'incline devant leur courage... Ce sont des gens de cette trempe qui ont bâti le Québec! On voudrait être à leur hauteur... mais on est à genoux. Sans eux, que serait devenu le pays qui est le nôtre? Oui, à genoux pour leur dire: merci d'avoir été ce que vous êtes. Merci d'avoir été là... □



Antoine Désilets

PHOTOGRAPHER

L'angoisse de l'une et le bonheur des autres

Regardez la photo qui illustre cette page et imaginez-vous que vous êtes assis dans une auto stoppée par un feu rouge, sur la rue Saint-Denis, entre Mont-Royal et boulevard Saint-Joseph. Pour ajouter à la couleur locale, pensez que vous devez être au journal La Presse avant 8 heures et demie et que vous entendez la radio annoncer un sérieux ralentissement sur les grandes artères au sud de Sherbrooke. Vous aurez ainsi une bonne idée de l'état d'esprit dans lequel je me trouvais quand j'ai pris cette photo, surtout si votre travail vous a obligé à faire, vous

aussi, le trajet Laval-Centre-ville tous les matins pendant quinze ans! C'est long! Mais cela donne aussi le temps de voir évoluer la physionomie d'une ville et d'apprendre à y découvrir, parmi les gestes anodins et les petits événements quotidiens, ce qui constitue sa substance même: la vie de ses habitants, jour après jour, d'une maison à l'autre et à la suite des ans. Spectacle passionnant... qui explique pourquoi, à la perplexité de Jeanine d'ailleurs, j'ai toujours mis tant de soin à nettoyer la vitre de la portière de gauche et la partie gauche du pare-brise de ma voiture pendant l'hiver. Ce sont en

effet les seules vitres à travers lesquelles il est possible de photographier sans problème quand on est assis au volant. Ce matin-là, le feu rouge m'a immobilisé pendant 20 secondes peut-être, le temps de repérer cette bonne (je le présume!) dame qui se préparait à la «grande descente» de son escalier extérieur et, en bas, ces deux enfants pour lesquels la neige ne sera jamais vraiment une catastrophe! Les personnages étaient là. Il allait fatalement se passer quelque chose! Comme par réflexe, je saisis mon appareil (reflex!) posé sur le banc, près de ma hanche droite et le portai à mon oeil juste à

temps pour voir l'enfant grimper sur la rampe tandis que le corps de la dame prenait une inclinaison qui approchait de 45 degrés! Je déclenchai trois fois! Et repris mon volant d'une main en déposant mon appareil de l'autre car le feu passait au vert et le taxi qui me suivait commençait déjà à klaxonner! Les contrastes, qu'ils soient de forme, d'éclairage ou de sujet, donnent toujours de l'impact aux images qui en renferment. Je ne saurais donc jamais trop vous conseiller de vous habituer à les repérer. Et à vite profiter des occasions qui vous passent sous les yeux... avant qu'elles ne vous passent

sous le nez! Vous voulez en plus les coordonnées techniques? Bon! Nikon SP, objectif normal, film Kodak Tri-X 400 ASA, exposition 1/1000 de seconde à f/8. Voilà! Avec ça, vous pourrez sûrement demain refaire la même image, non? □





Jean-François Doré

POUR ÉCOUTER

Un conventum de rock n'roll pour faire pleurer les «sixties»... de rire

Is ne comprenaient même pas les paroles qu'ils chantaient en spectacle. Pour eux un «from» devenait un «for», «under», se transformait en «and her», c'était tout croche, nous étions tout croche, mais c'était du rock n'roll, c'était les années soixante, nous étions jeunes et dans le vent, dans deux ans ce serait l'Expo, aujourd'hui c'était «Penny Lane» et eux c'était Les Sinners. Nous portions des pantalons éléphants, des chemises à fleurs et des vestes sans manches et à poil venues tout droit d'Afghanistan. Si on avait su d'avance ce qui s'y passerait plus tard on aurait fait un sit-in, un bed-in, un n'importe quoi-in pour protester contre l'invasion soviétique comme on protestait contre l'invasion de tout y inclus des maringouins.

René Homier-Roy qui avait appris son rock n'roll du critique musical de «Vers Demain», et qui était déjà bien vieux à l'époque, avant d'avoir son retour d'âge prématuré, avait écrit un papier viru-

lent à propos des Sinners les traitant de tous les noms qu'un journal familial comme LA PRESSE pouvait se permettre de publier. Il n'était pas le seul, hélas ou tant mieux; hélas parce qu'ils n'avaient rien compris et tant mieux parce qu'ils ne comprenaient rien, nous laissant tout à loisir dans la marginalité par laquelle nous tenions à nous distinguer en faisant tout notre possible pour être tout croche. C'était le but du jeu, l'essence, du propos, la raison de vivre et la fin de la Révolution Tranquille, beaucoup trop tranquille et faite par des gens qui s'imaginaient régler nos problèmes en palliant ceux qu'ils avaient eus vingt ans avant.

Nous croyions dur comme Sid-bec à l'indépendance du Qué de la même terminaison. C'était «in», c'était faire chier les vieux. On se disait pourquoi juste des pétards à la Saint-Jean et pas des bombes à longueur d'année, nous étions du «baby-boom» issus du «big bang».

Notre génération couvrait la pla-

nète et il n'y en avait et ne devait y en avoir que pour nous. Nous étions la prétention du moment sans l'humilité de l'Histoire. Tout nous était permis parce que nous nous permettions tout en plein cœur d'une période permissive. Nous étions donc tout croche. On fumait du «pot», prenait de l'acide, pis on était sûr d'avoir tout compris avec «Lucy in the Sky with Diamonds», «My Generation» et «Sympathy for the Devil».

Les Sinners étaient ce que nous étions, mais sur scène. Ils beuglaient les tonnes que nous aimions et ça nous suffisait. Cependant ils nous en donnaient plus. Ils composaient, ils créaient. Ils ont été les premiers, avec les Hou-Lops, à écrire du rock n'roll québécois. C'était avant Charlebois, qui n'était encore à l'époque qu'un chansonnier. Les Sinners étaient fous, nous aussi, ils n'avaient pas de bon sens, nous non plus, ils étaient pourris, nous ne valions sans doute guère mieux, mais ils étaient les seuls, nos seuls à nous

autres, quand on avait par ailleurs les Baronnets, les Gants Blancs et les Excentriques, le frère Untel, les trois Colombes et le maire Jean avant qu'il ne «blow» son «top».

Objectivement René-Homier-Roy avait raison, c'était très mauvais. Subjectivement cependant il avait tort parce que comme le disait Jon Pareles du *New York Times*: «In rock n'roll spirit is more important than form.» C'est à ce retour de l'esprit des années soixante deuxième partie que nous convient les Sinners le quatorze février prochain au Club Soda de Montréal. Un «show» comme dans le temps avec les cinq membres originaux du groupe, faisant les chansons que nous aimions, les leurs et celles des autres, mais avec un peu plus, sinon beaucoup plus, de forme et de professionnalisme. Une sorte de party avec chemises à fleurs et cheveux longs facultatifs où on pourra revoir à quoi ressemblent aujourd'hui des habitués du café Prag de l'époque.

Eric Daudelin, les soeurs Le-blanc, les soeurs Jalbert, Dany Ringo, le gros Pizeau parti pour l'Angleterre et revenu photographié avec les Beatles, Louis-Hébert Delorimier, Claire Badeau, Monique Simard, Raymond Décarié, Jean Pelletier, Alain Montpetit, Jean-Pierre Langlois, Denis Lelerc, Claire Brassard, Esther Lapointe, Gilles Garand, Michel Mondié, René Viau, Micheline Chartrand, Jojo Beauchamp, Hubert Gariépy, Yolande Gaston, Cochi-se, Plume, Eric Loiseau, Jean-Yves Hainault, Guy Badeau, Alain Jodoin, Frédéric Giasson tant et tant d'autres qui partageaient leur temps entre le Prag et la Catalogne, sans oublier les policiers du 10 qu'on voyait arriver une fois de temps en temps et régulièrement pour vérifier nos fausses cartes.

Si tout ce monde-là se retrouve le soir du quatorze février ça devrait faire un beau party, ce que les gars des Sinners veulent faire d'ailleurs. Un conventum du rock n'roll pour faire pleurer les «sixties»... de rire. □

Spasski: «Kasparov gagnera...»



Jean Hébert

ÉCHEC ET MAT

La finale des matchs des Candidats entre les Soviétiques Kasparov et Smyslov débutera le 9 mars prochain à Vilnius la capitale de la Lituanie, une des républiques soviétiques située près de la Pologne.

L'ex-champion du monde Boris Spasski prévoit une victoire de Kasparov dans ce match de même que contre Karpov. Au sujet de ce dernier il déclare: «La qualité de son jeu a sensiblement diminué et du point de vue psychologique il n'est plus aussi fiable. Je suis sûr que Kasparov gagnera le titre». Qu'un Soviétique émette de tels propos a de quoi surprendre, mais tout s'éclaire lorsqu'on sait que Spasski habite en France depuis quelques années déjà. La distance qui le sépare de Moscou lui donne évidemment une plus grande liberté d'expression.

Le dernier classement de la FIDE, publié le 1er janvier dernier, est venu confirmer la constante progression du jeune Kasparov

qui, à vingt ans, occupe déjà le premier rang, 10 points devant Karpov. Dans la liste des vingt meilleurs qui suit, on remarque l'apparition de deux nouveaux membres dans le «club des 2600», soit les anglais Miles et Nunn, tandis que l'Américain Seirawan n'en fait plus partie.

Les 20 meilleurs

- 1 - Gari Kasparov (URS) 2710 (+20)
- 2 - Anatoli Karpov (URS) 2700 (-10)
- 3-4 V. Korchnoy (Sui) 2635 (+25)
- 3-4 L. Ljubojevic (You) 2635 (-10)
- 5-6 U. Andersson (Suè) 2630 (-10)
- 5-6 R. Vaganian (URS) 2630 (+10)
- 7 - L. Portisch (Hon) 2625 (+25)
- 8-9 R. Hubner (RFA) 2620 (=)
- 8-9 M. Tal (URS) 2620 (=)
- 10-12 V. Hort (Tch) 2615 (+20)
- 10-12 L. Polougaievski (URS) 2615 (-5)

- 10-12 B. Spasski (URS) 2615 (+10)
- 13-15 A. Miles (Ang) 2610 (+25)
- 13-15 Z. Ribli (Hon) 2610 (-5)
- 13-15 J. Timman (PB) 2610 (+5)
- 16-17 J. Nunn (Ang) 2600 (+10)
- 16-17 V. Smyslov (URS) 2600 (=)
- 18 W. Browne (USA) 2585 (+25)
- 19-20 O. Romanichine (URS) 2580 (+5)
- 19-20 T. Pétrossian (URS) 2580 (=)

Championnat des Laurentides

Malgré une grève d'autobus qui a empêché une plus forte participation de l'extérieur, ce tournoi, organisé dans le cadre du Carnaval Optimiste de Saint-Jérôme, a connu un bon succès avec une participation d'environ 80 joueurs dont une vingtaine dans la section A. Kevin Spraggett avec 4-0 a remporté le premier prix de 300\$, défaisant Sylvain Barbeau en 4e ronde. Charles Langlois de Montréal (anciennement de Québec) et Marcel Sauvageau de Québec

sont deuxième avec 3½-½, gagnant chacun 150\$.

Ivanov...

Le champion du Canada Igor Ivanov, après avoir remporté le concours «Church's Grand Prix» et la bourse de 4000\$US qui l'accompagnait, a passé la période des Fêtes en Angleterre, participant aux tournois internationaux de Brighton et d'Hastings. À Brighton, localité située dans le sud de l'Angleterre, Ivanov en a arraché sans doute encore, incommode par le décalage horaire, terminant avant dernier avec 3½-5½. C'est l'Anglais John Nunn qui l'a emporté avec 7-2, devant ses compatriotes Short et W. Watson avec 6-3. À Hastings, dans une compétition nettement plus relevée, un autre GM Anglais Jonathan Speelman et le GM Suédois Lars Karlsson se partagent la première place avec 8½-4½. Sans connaître le pointage exact d'Ivanov, il semble que celui-ci n'ait pas connu là non plus beaucoup de succès.

Nunn-Ivanov

Hastings 1983
Partie Espagnole

1— e4 e5 2— Cf3 Cc6 3— Fb5 a6 4— Fa4 Cf6 5— 00 Fe7 6— Tel b5 7— Fb3 00 8— a4 (Évite le gambit Marshall 8— c3 d5) b4 9— a5 Tb8? 10— d4 d6 11— d5 Ca7 12— Cbd2 c6 13— dxc6 Cxc6 14— Cc4 Tb5 15— Fe3 d5 16— Ccxe5 Cxe5 17— Cxe5 dxe4 18— Dxd8 Fxd8 19— Cc6 Fb7 20— Cxd8 Txd8 (Les Blancs ont l'avantage de la paire de fous, d'autant plus efficaces que la position est ouverte) 21— Fb6 Tc8 22— Td8! Tg5 23— h4! Th5 24— Fd8! Fd5 (Perds la qualité mais 24... Txd4 25— Fxf6 gxf6 26— Td7 est aussi très fort pour les Blancs) 25— g4! Fxb3 26— gxh5 Fxc2 27— Tc1 Tc6 28— Fxf6 gxf6 29— Te3 f5 30— b3 f4 31— Te2 Fd3 32— Txc6 Fxe2 33— Tb6 f3 34— Rh2 e3 35— Rg3 exf2 36— Rxf2 Rf8 37— Txb4 Re7 38— Tb6 1-0. □

Serge Bélair ne veut pas qu'on rie du monde

DE 5 À 7



André Robert

Serge Bélair n'est pas Bo Derek. Si celle-ci s'est méritée une cote d'évaluation de «10», c'est avec une humilité inhabituelle que Serge ne s'accorde une appréciation que de «2», et sûrement pas supérieure à «deux et demi». C'est un élan de modestie étonnant chez cet homme dont l'assurance est légendaire.

Rassurez-vous: Serge Bélair ne traverse pas une crise d'effacement. Celui qu'il expertise ainsi, c'est le chanteur frustré qu'il avoue être. Quant à l'animateur, c'est avec une réserve feinte qu'il refuse de s'attribuer une estimation qui serait sans doute à l'égal de sa prestance.

Il trotte en chacun de nous un alter ego que nous aurions préféré au personnage quotidien que nous avons moulé au fil de notre existence. Et Serge ne cache pas qu'il lui arrive encore de fabuliser en se voyant, triomphateur, sur la scène du Metropolitan Opera dont le rideau vient de se relever une dixième fois en hommage à la performance historique qu'il vient d'y donner.

Mais la réalité, triste, veut qu'il en ait le port et non la voix. Si seulement la deuxième était à l'égal du premier qui le situe quelque part entre Placido Domingo et Luciano Pavarotti, son idole dont il a tous les disques et envers lequel, en sa présence, il ne faut se permettre aucun reproche! «Ah, rêvasse-t-il, si seulement j'avais le millionième de sa voix.» Il était là, bien sûr, aux premiers rangs quand Pavarotti vint donner son récital au Forum et il évoque cette soirée comme l'une des plus belles de sa vie.

Même quand l'ample ténor s'était offert le caprice de jouer les séducteurs au cinéma, et que la critique en général l'avait dénigré avec une condescendance plutôt amusée, je me rappelle que Serge avait été l'un des seuls qui, en ondes, lui avait trouvé tous les mérites. Ce fut l'un de ses seuls écarts à cette objectivité dont il se fait un point d'honneur à son émission matinale à CJMS.

À défaut de tenir l'avant-scène dans «La Bohème» ou «La Traviata» (ses opéras favoris), il s'est occupé activement de l'Opéra Mo-

bile dont il a présenté bénévolement les concerts pendant deux ans et demi et où il siège au Conseil d'administration. Et dans les corridors de CJMS, il n'est pas rare d'entendre s'élever une voix qui, sans avoir la précision de celle de Pavarotti, a un timbre fort particulier et un niveau de décibels qui fait demander grâce à ceux qui les subissent.

Heureusement, Serge réserve ses meilleures envolées pour ses analyses matinales de l'actualité où l'on sent qu'il piaffe souvent d'envie de s'aventurer encore plus loin. Quand, selon l'une de ses expressions favorites, il y a des «coups de pied au c... qui se perdent», on sent très nettement que c'est avec plaisir qu'il irait les distribuer physiquement à ceux qui les méritent, autant qu'il le fait verbalement.

Il a horreur des gens amorphes. S'il s'entête par périodes contre certaines têtes de Turc, c'est que son sixième sens vient de l'aviser que celles-ci ont écorché ce Monsieur-tout-le-monde dont il est fier d'être le porte-parole. Il se veut la personne interposée qui permet à son auditoire de se défouler. Son public, il le trouve surtout chez les cols bleus et leurs familles, ce dont il se dit très satisfait, même s'il ne dédaigne nullement les professionnels. Il a horreur de tous les relents d'imbécillité chez les gens en pouvoir et c'est au nom de ses auditeurs qu'il pourfend les politiciens qui croient pouvoir rire impunément de ceux-ci. Tout ce qui répugne au bon sens le révolte.

«Je dis tout haut ce que d'autres pensent tout bas.»

Il est conscient que ses éclats à haute voix risquent parfois, dans le feu du moment, de comporter des inexactitudes, mais il se défend de se montrer injuste vis-à-vis ses cibles. Il se refuse à vilipender pour le plaisir de vilipender. Il n'y peut rien si une remarque cinglante, ça se remarque plus qu'un bon mot.

Il ne cherche pas à influencer le cours des événements: réaliste, il ne croit pas avoir assez d'impact pour le faire. Il veut surtout qu'on réfléchisse aux injustices et aux abus qu'il dénonce.

Même s'il s'efforce de ne jamais régler en ondes une cause personnelle, il fut quand même certains

matins depuis dix ans où la tentation fut trop forte et où il ne put s'empêcher de régler certains comptes. C'est un défaut qu'il se reconnaît: il ne prend pas toujours le temps d'évaluer l'impact de ce qu'il dit.

Il a toujours fait vite. Il ne faut pas oublier qu'il fut la première personne que l'on entendit à Télé-Métropole le 9 février 1961 puisqu'il en annonçait le gala d'inauguration. Et il n'avait même pas 21 ans. Déjà, il avait commencé à la radio de Victoriaville alors qu'il était âgé de quinze ans seulement.

Alors, comment se fait-il qu'avec sa prestance, sa facilité d'adaptation et d'expression, sa discipline

au travail, on ne le voit plus depuis nombre d'années au petit écran, sauf dans d'innombrables messages commerciaux. Il y avait pourtant prouvé sa versatilité comme premier animateur de «Bon Dimanche» et de «Bon Weekend», comme intervieweur aux affaires publiques dans «Face à face», comme journaliste aux funérailles de John F. Kennedy et celles du pape Jean XXIII, comme lecteur de nouvelles, comme animateur d'innombrables quizz dont «Cherchez le magot», comme pivot de nombreux galas.

Pourquoi cette rupture volontaire avec la télévision dans un métier où celle-ci apparaît à pres-

que tous ceux de son métier comme essentielle au vedettariat?

C'est qu'il commençait à se sentir brimé par ce médium où il n'avait plus l'impression d'avoir les coudées franches, où en raison de la technique, du minutage, des formules plus rigides, il se sentait de moins en moins à l'aise dans ce cadre. Après plus d'une douzaine d'années, il avait l'impression d'avoir atteint un point de saturation. C'est la raison pour laquelle il a sauté sur l'occasion que lui offrait Jacques-Charles Gilliot d'être le réveille-matin de CJMS, station pour laquelle il dit avoir un attachement viscéral. Le 24 juin prochain, il y fêtera ses dix ans et il y a récemment renouvelé un alléchant contrat pour trois autres années.

Il y a aussi le fait qu'il ne s'est jamais gêné pour formuler ce qu'il pense de la télévision et de ses dirigeants. En conséquence de quoi, ceux-ci ne courent pas après lui. Et vice versa!

Côté tempérament, il se définit comme le type parfait du visuel et non comme un auditif. Il a d'ailleurs une mémoire ahurissante dont il pourrait faire un numéro de variétés. Il lui suffit de regarder longuement une page de texte, une seule fois, pour en mémoriser littéralement le texte. Il peut même vous en dire quels en sont les mots qui sont renvoyés à la ligne et à quel endroit du texte.

Cette façon de visualiser les choses déteint aussi sur sa vie quotidienne. Il sait la place précise où se trouve chacun de ses objets: si on déplace l'un d'eux, cela débalance sa façon d'agir.

Il s'emporte moins souvent que jadis: même s'il en a le physique et l'embonpoint, il a su contrôler sa tendance à l'hypertension en se privant de sel et de sucre apparent. Il suit périodiquement un régime Scarsdale modifié mais cède facilement aux attraites de la table. Il n'a pas la prétention d'être un fin gastronome et se considère plutôt comme une «bonne grosse fourchette», avec une prédilection pour la paella et la nourriture chinoise.

Mais surtout, il continue en tout de bien manger de la vie!





Louise Laliberté

NOS AMIES LES BÊTES

SCIENCE ET LOISIRS

Le chien obèse

Ce n'est sûrement pas une surprise pour personne: les chiens de l'Amérique du Nord sont obèses... L'obésité serait même le problème d'origine nutritionnelle numéro 1, dépassant en nombre et en fréquence tous les problèmes de déficiences alimentaires, d'avitaminoses, etc.

Pourtant l'obésité est certainement la maladie la plus «facile» à diagnostiquer et ce, même à distance et du premier coup d'oeil. Mais c'est aussi une des maladies les plus difficiles à aborder et à traiter. Le plus ardu est de convaincre le client que son chien est vraiment malade et que son poids devra être réduit. La situation est d'autant plus délicate que les propriétaires eux-mêmes font souvent partie de cet important pourcentage d'Américains obèses. Est obèse, c'est connu, celui dont le poids excède de 10 p. cent son poids normal.

Causes et effets

Un excès de 10 p. cent du côté humain que vétérinaire, représente une accumulation de gras suffisante pour entraîner un mal fonctionnement de l'organisme. L'animal (ou l'homme) qui transporte continuellement un poids supplémentaire se fatigue plus vite, et est grandement prédisposé aux problèmes d'articulation. D'après une étude effectuée en Angleterre, 24 p. cent des chiens obèses souffraient de complications articulaires sérieuses. Une blessure articulaire s'accompagne de douleur; à cause de cette douleur, le chien évite de plus en plus de se mouvoir, devient moins actif et sa dépense d'énergie, réduite d'autant. Si la ration alimentaire reste la

même, l'énergie ainsi acquise en trop est entreposée sous forme de gras. Et le cercle inévitablement vicieux se développe...

Les problèmes cardiaques

Les problèmes cardiovasculaires et leur relation avec l'obésité sont bien documentés chez l'homme. La même situation se rencontre chez le chien obèse. Simple pour arriver à mouvoir cet excès de graisse, le coeur déjà affaibli par une infiltration graisseuse, voit son travail extrêmement accru. La capacité respiratoire de l'animal se détériore aussi rapidement. L'animal essoufflé devient cyanotique suite au moindre effort. Si une chirurgie devient nécessaire, l'anesthésie devient plus que délicate et c'est presque un défi pour le chirurgien d'atteindre la cavité abdominale ou tout autre structure, ayant à traverser une épaisse couche de tissus adipeux. Même le simple examen de l'animal peut devenir très difficile lorsque l'on doit avoir recours à la palpation ou à l'auscultation.

Le chien obèse s'ennuie

L'obésité connaît d'autres importantes conséquences: le chien obèse s'ennuie, est malheureux et certains vices de comportement peuvent facilement s'instaurer chez lui: autoléchage, impatience, agressivité etc.

Le traitement

Même avec tous ces arguments, le client n'est pas toujours prêt à «faire quelque chose». Mais en théorie, il devrait être facile de maigrir ou de faire maigrir son animal. Tout le monde sait que l'obésité n'est que le résultat d'un déséquilibre entre l'apport d'énergie

et la dépense. En d'autres termes, un chien trop gras mange plus qu'il ne lui est nécessaire pour «couvrir» son activité. Pour rééquilibrer la situation, il «suffirait» donc de réduire l'apport ou d'augmenter la dépense ou mieux de réduire la ration et de faire en sorte d'augmenter aussi l'exercice... facilement dit mais pas facilement accepté et accompli!

L'inanition ou la privation totale d'aliments n'est pas davantage une solution chez l'animal que chez l'homme et peut même être considérée comme quelque peu cruelle sans parler des dommages importants qui peuvent résulter.

La restriction calorique

La réduction de l'apport calorique est certainement la solution la plus humaine et celle qui aura davantage de chances de succès. Pour maigrir de façon notable, l'apport calorique devrait être d'environ 60 p. cent du nombre de calories que le chien requerra une fois son poids normal atteint. Ainsi (voir le tableau) un chien dont le poids normal est de 30 livres devrait consommer environ 900 calories par jour, un chien qui doit atteindre ce poids idéal ne devrait recevoir que 60 p. cent de 900 calories ou 540 calories.

La collaboration familiale

Toute la famille et tous ceux qui sont en contact avec la bête doivent être convaincus de l'importance du traitement, sinon il sera compromis et fort décevant.

La pesée de l'animal à intervalles réguliers et préférentiellement chez son vétérinaire est une pratique très recommandable. Il est aussi préférable de noter religieusement les résultats de même de tracer un graphique des pertes. Si l'animal n'a rien perdu au cours d'une semaine, une réduction additionnelle de 20 p. cent s'impose jusqu'à ce qu'un taux normal de perte soit à nouveau atteint.

Une restriction calorique apporte rarement une réduction de poids dramatique et rapide: elle est graduelle et plus permanente. On doit donc accepter au départ, que l'on soumettra la bête à ce régime pendant deux ou trois mois. Quand une perte de poids acceptable aura été atteinte, il faudra ensuite calculer un régime de maintien qui ne devrait pas excéder de plus 10 à 20 p. cent le régime d'amaigrissement et ce, pour plusieurs mois... Sinon tout sera à recommencer...

Le tropisme

Qui n'a pas remarqué que les feuilles et les fleurs d'une plante en pot s'orientent toujours vers la source de lumière? On appelle ce phénomène *tropisme*. Il existe diverses formes de tropisme et il n'y a pas que les feuilles de la plante qui réagissent de cette façon. Les expériences suivantes démontreront le tropisme chez les racines des plantes.

graine qui a commencé à germer. Utiliser n'importe quelle sorte de graines que vous trouverez chez vous. Épinglez-la sur un bouchon de liège. Après avoir mis de la ouate humide dans une bouteille, fixez le bouchon à l'ouverture de façon à ce que la graine soit à l'intérieur, les racines vers le haut (voir la figure 1).

Mettez tout cela à l'abri de la lumière. À toutes les heures environ, notez la position des racines par des dessins représentatifs. Après plusieurs observations, comparez les dessins et notez les variations.

a Matériel

- Une bouteille de grand format (goulot assez court)
- Un bouchon de liège
- De la ouate
- Une épingle assez longue ou une broche
- Une vingtaine de graines qui ont déjà germé un peu (racines de 5 mm environ)
- Un pot rempli de terre
- De l'eau

C L'hydrotropisme

Que se passe-t-il si l'on tourne la bouteille?

Pour observer la tendance qu'ont les racines à se diriger vers une source d'eau (autre forme de tropisme), plongez des graines déjà germées dans un pot rempli de terre. Placez les graines le plus près possible du bord et seulement d'un côté (voir la figure 2).

Un autre facteur qui influence les plantes est la lumière. Nous en avons parlé dans l'introduction. Pour étudier cet autre tropisme, appelé *héliotropisme*, approchez une plante d'une source de lumière (fenêtre ou lampe). Après quelques jours, effectuez une rotation de 180°. Il vous sera facile d'analyser à l'aide de cet exemple, l'effet assez direct des éléments naturels sur la vie des plantes.

b Le géotropisme

Pour déterminer le géotropisme des racines d'une plante (c'est-à-dire la tendance des racines à aller de plus en plus profondément dans le sol), prenez une

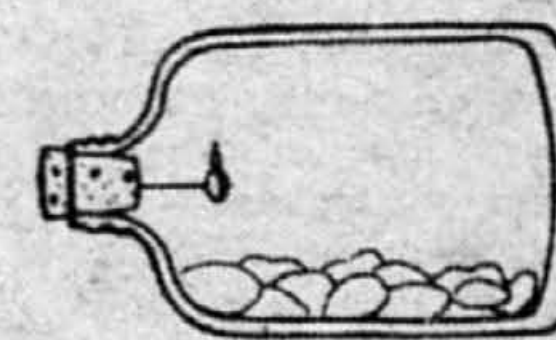


Figure 1

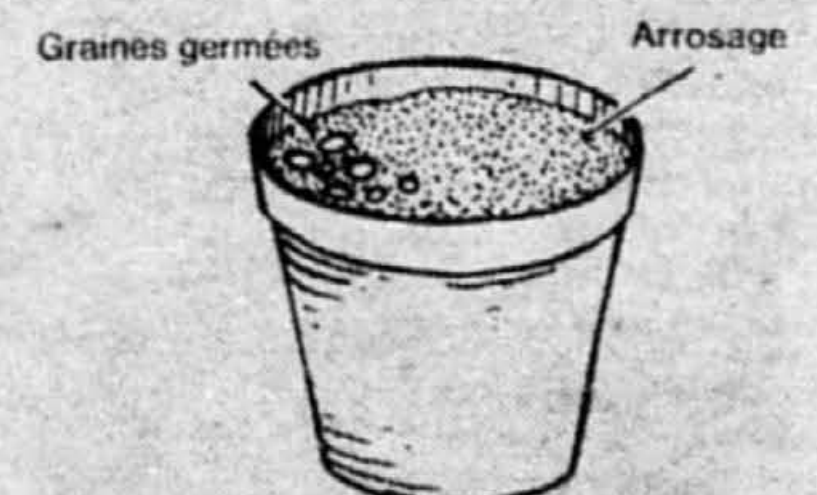


Figure 2

Si vous avez des commentaires ou des suggestions à nous faire parvenir, ou si vous rencontrez des difficultés, écrivez-nous à l'adresse suivante: Technica Ltée, C.P. 337, Succursale de Lorimier, Montréal (Québec), Canada H2H 2N7.

Les lettres qui demandent une réponse devront être accompagnées d'une enveloppe adressée et affranchie.

Les expériences contenues dans cette chronique sont tirées et adaptées de deux recueils d'activités scientifiques: «Au bout de la science» et «Comme l'oeuf de Christophe Colomb», édités par Technica Ltée, (c. 1982 et 1983). Coordination: Santo Tringali.

Besoins caloriques du chien

(tiré du National Research Council, USA)

Poids idéal	Besoin quotidien	60 p. cent du besoin quotidien
10 lb	400 calories	240 calories
20 lb	700 calories	420 calories
30 lb	900 calories	540 calories
40 lb	1200 calories	720 calories
50 lb	1300 calories	780 calories
60 lb	1600 calories	960 calories
70 lb	1700 calories	1000 calories
80 lb	2000 calories	1200 calories
90 lb	2200 calories	1320 calories
100 lb	2400 calories	1500 calories

Que la vie serait monotone sans les joies et les tourments de l'Amour! Et oublier la Saint-Valentin, messieurs, pourrait vous faire connaître un de ces petits tourments. Alors, n'oubliez pas le jour magique: MARDI.



Pol Martin

CUISINER

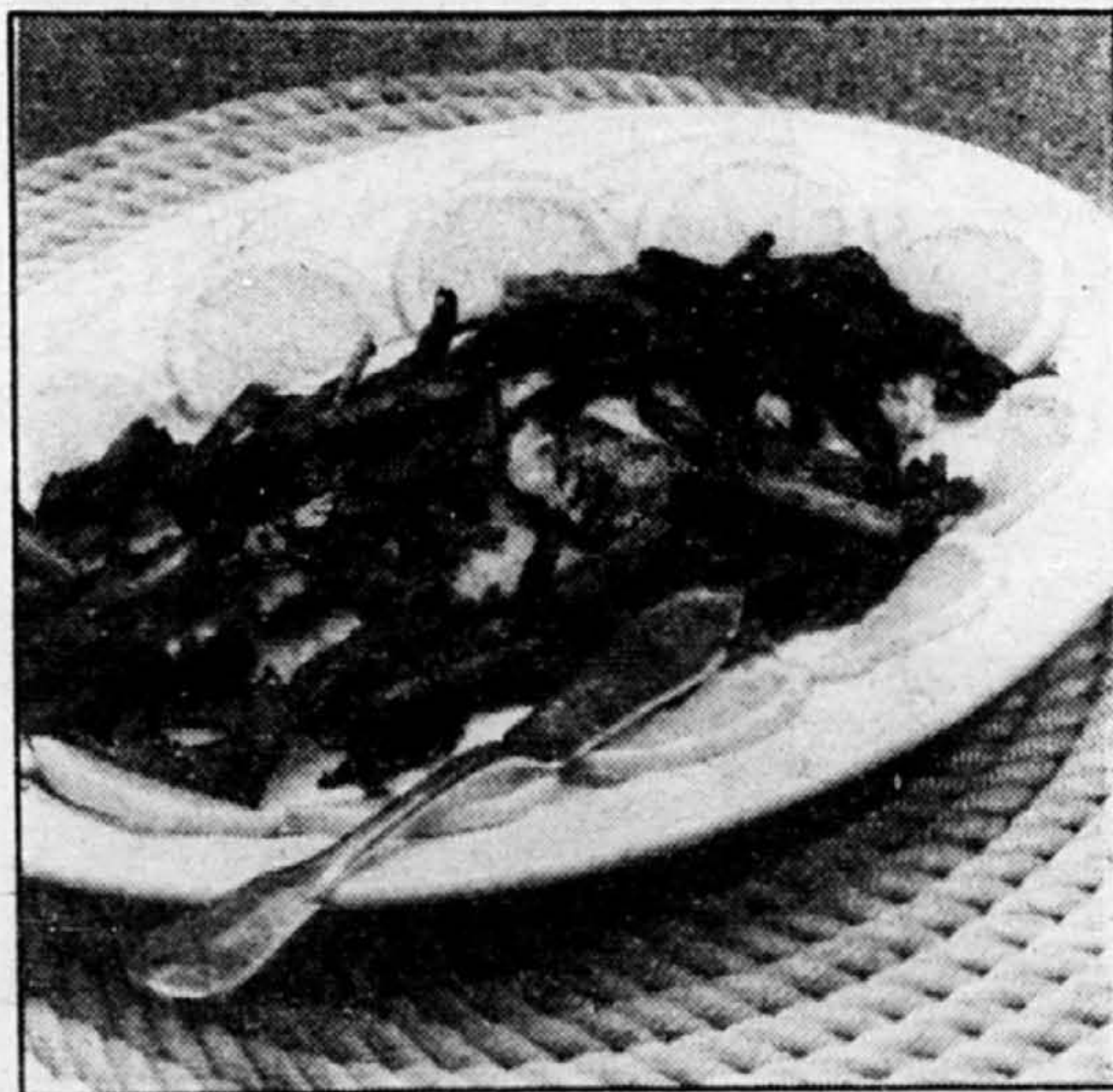
Coeurs d'artichauts Valentin, coeur de crabe Roméo et gâteau Juliette

1. Coeurs d'artichauts Valentin

(pour 4 personnes)

- 1 boîte de coeurs d'artichauts, égouttés
- 15 cosses de pois, lavés
- 15 mL (1 c. à soupe) d'huile d'olive
- 20 champignons, lavés et émincés
- ½ piment vert coupé en lanières
- ½ piment rouge coupé en lanières
- ½ courgette, lavée et émincée
- ½ branche de céleri, lavée et émincée
- 30 mL (2 c. à soupe) de vinaigre de vin
- 15 mL (1 c. à soupe) de pâte de tomates
- 50 mL (¼ tasse) de bouillon de poulet chaud
- quelques gouttes de jus de citron
- sel et poivre

- 1) Faire chauffer l'huile dans une sauteuse à feu moyen. Ajouter tous les légumes (sauf les coeurs d'artichauts); faire cuire de 4 à 5 minutes.
- 2) Ajouter le vinaigre et continuer la cuisson de 2 à 3 minutes pour faire évaporer le liquide.
- 3) Ajouter la pâte de tomates et le bouillon de poulet; remuer le tout.
- 4) Ajouter les fonds d'artichauts, couvrir et faire mijoter de 3 à 4 minutes. Assaisonner au goût. Servir.



2. Coeur de crabe Roméo

(pour 4 personnes)

- 250 mL (1 tasse) d'eau froide
- 30 mL (2 c. à soupe) de beurre
- 2 paquets d'épinards lavés
- 114 g (¼ livre) de champignons frais, lavés et hachés
- 1 boîte de 340 g (12 onces) de chair de crabe, égouttée et hachée
- 1 mL (¼ c. à thé) de muscade
- 125 mL (½ tasse) de fromage mozzarella, râpé
- 3 oeufs battus
- 50 mL (¼ tasse) de crème épaisse à la française
- sel et poivre

Préchauffer le four à 190° C (375° F)

Beurrer un moule de 20 cm (8 po)

- 1) Verser l'eau dans une casserole, saler et amener à ébullition. Ajouter les épinards et saler; couvrir et faire cuire de 4 à 5 minutes. Bien égoutter et hacher les épinards.
- 2) Faire chauffer le beurre dans une sauteuse à feu moyen. Ajouter les champignons; saler, poivrer et faire cuire de 3 à 4 minutes.
- 3) Ajouter les épinards hachés, la chair de crabe et la muscade; faire cuire de 3 à 4 minutes.
- 4) Verser le mélange dans un bol. Ajouter le fromage et les oeufs; bien incorporer le tout.
- 5) Ajouter la crème et mélanger de nouveau. Assaisonner au goût.
- 6) Verser le mélange dans le moule beurré. Placer le moule dans un plat à rôtir contenant 2,5 cm (1 po) d'eau. Faire cuire au four de 40 à 45 minutes.
- 7) Retirer du four et laisser reposer de 3 à 4 minutes. Démouler dans un plat de service.
- 8) Servir le tout avec une sauce blanche au fromage.

3. Gâteau Juliette

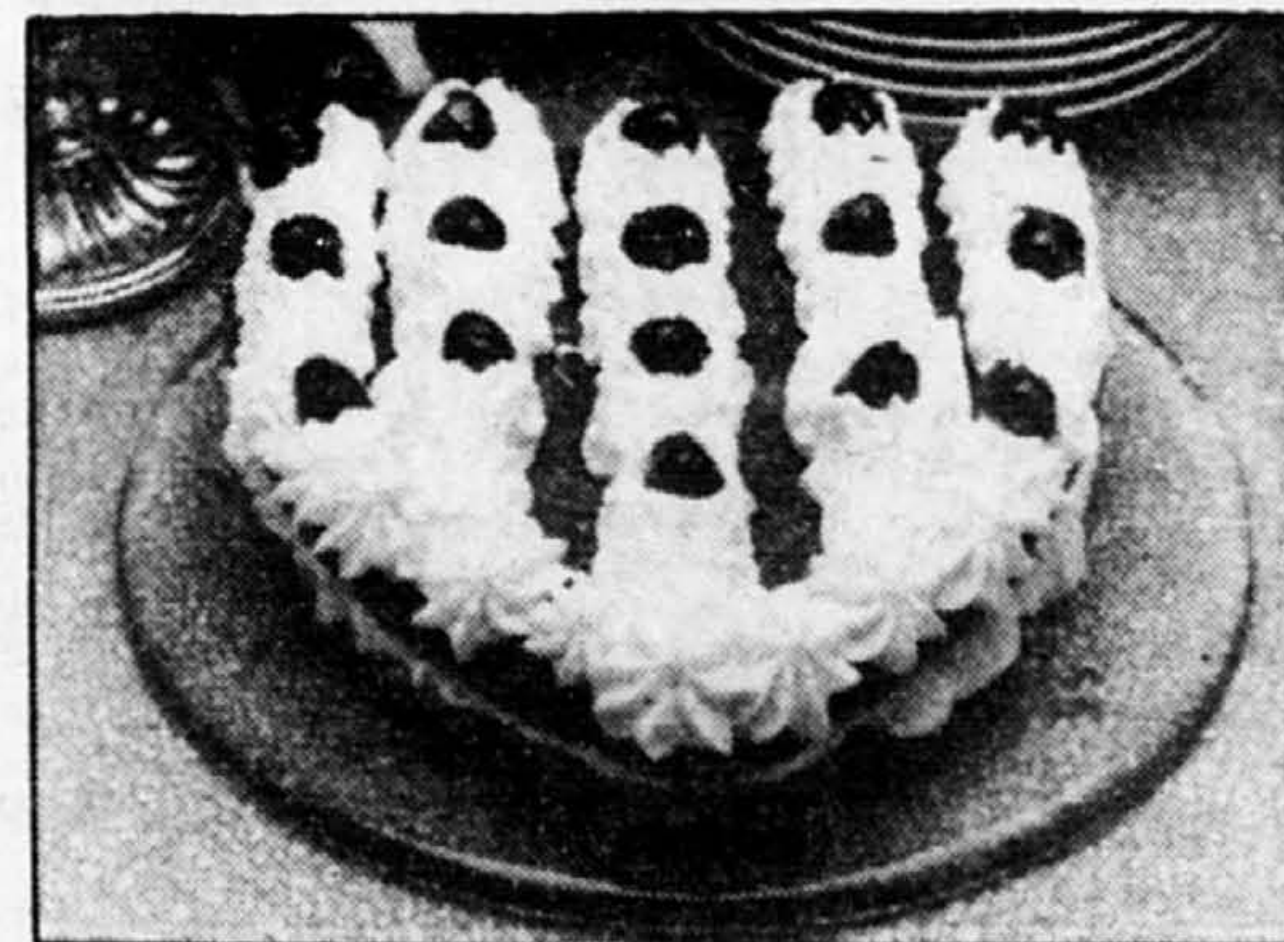
(pour 4 personnes)

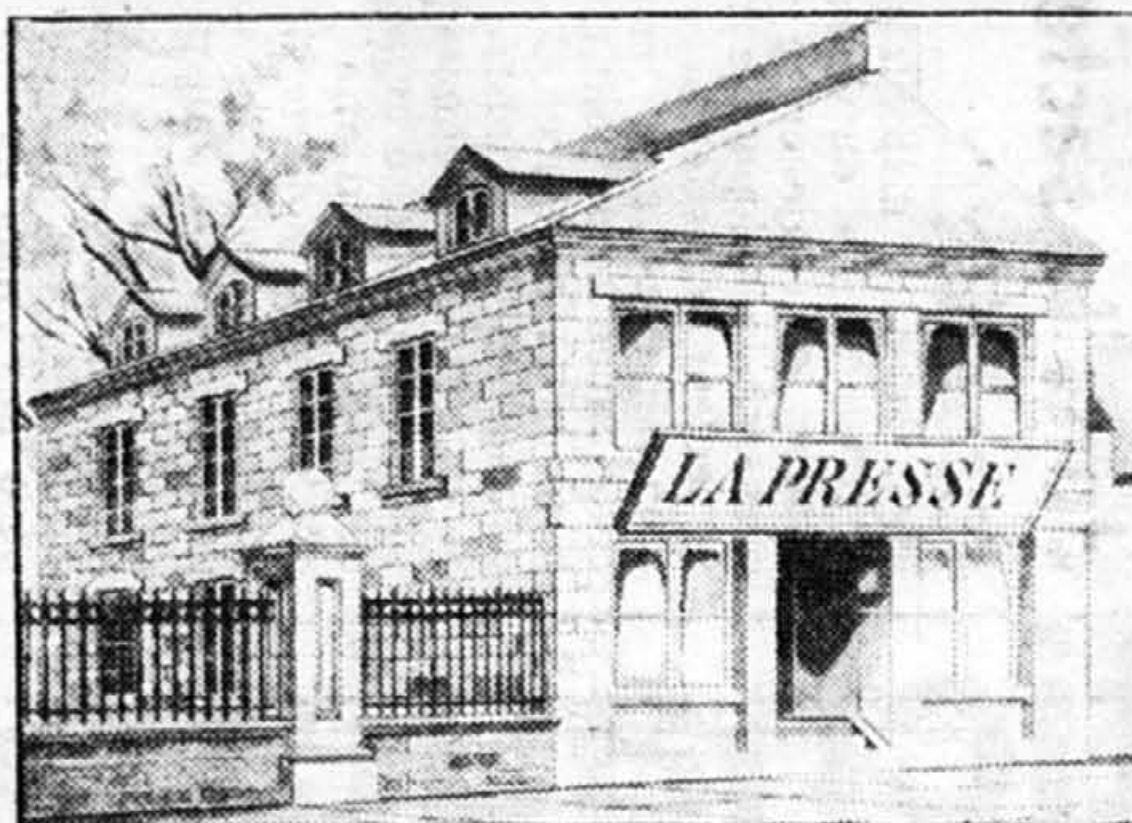
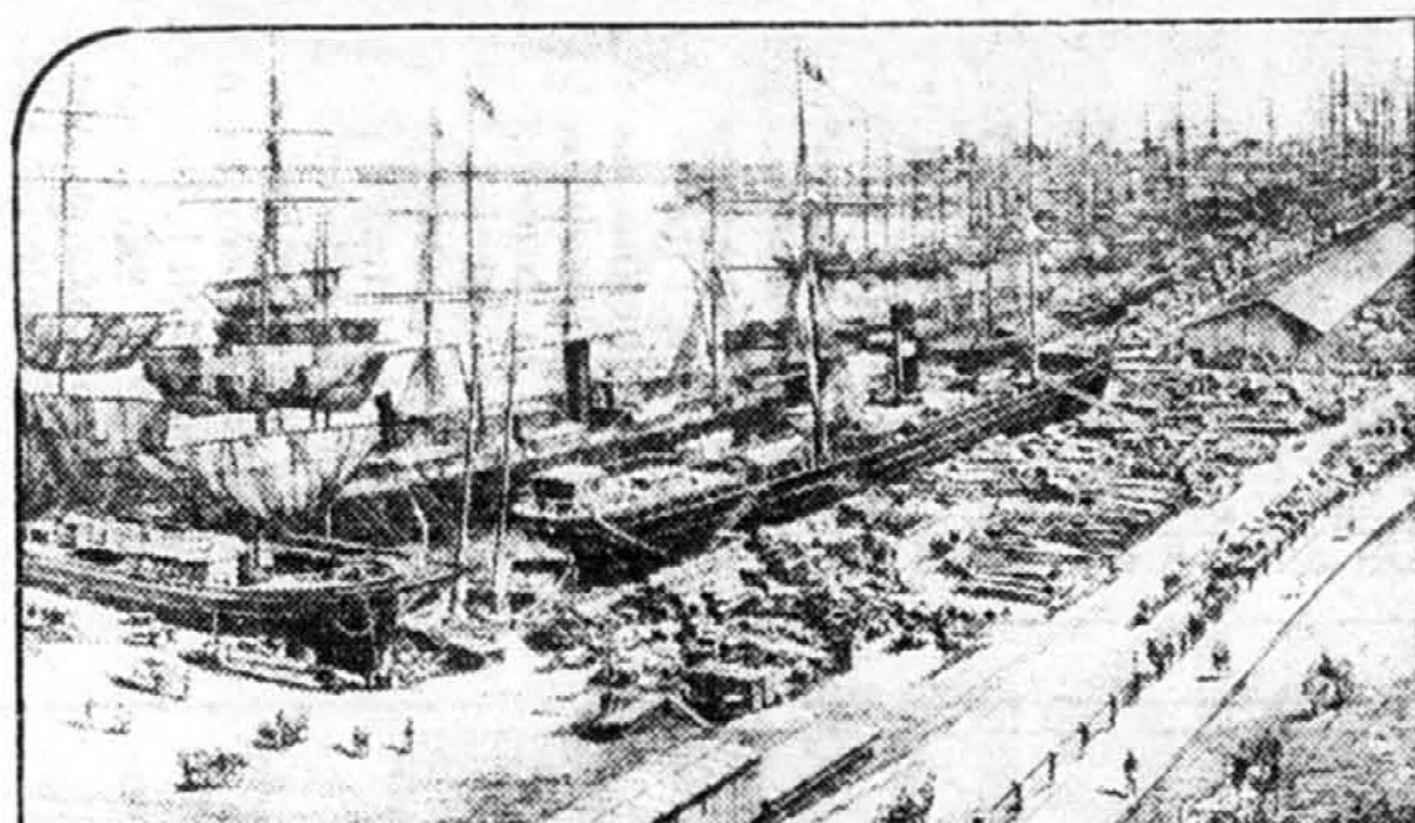
- 250 mL (1 tasse) de farine à pâtisserie
- 15 mL (1 c. à soupe) de poudre à pâte
- 125 mL (½ tasse) de beurre non salé
- une pincée de sel
- 125 mL (½ tasse) de sucre granulé
- 50 mL (¼ tasse) de sirop d'érable
- 15 mL (1 c. à soupe) de vanille
- 15 mL (1 c. à soupe) de zeste d'orange
- 3 oeufs à la température de la pièce
- 2 blancs d'oeufs montés en neige ferme
- 250 mL (1 tasse) de cerises en boîte, hachées
- 500 mL (2 tasses) de crème fouettée
- cerises pour la garniture

Préchauffer le four à 180° C (350° F)

Beurrer et fariner un moule de 20 cm (8 po)

- 1) Mettre le sucre, les zestes, le sirop d'érable et le beurre dans un bol; mélanger le tout avec un batteur électrique pendant 3 minutes.
- 2) Ajouter les oeufs, un à un, tout en mélangeant après l'addition de chaque oeuf.
- 3) Ajouter la vanille et mélanger le tout.
- 4) Tamiser la farine, la poudre à pâte et le sel dans un bol. Retamiser la farine dans les oeufs et incorporer le tout avec une spatule.
- 5) Ajouter les cerises et mélanger.
- 6) Incorporer les blancs d'oeufs au mélange avec une spatule.
- 7) Verser la pâte dans le moule beurré et fariné et faire cuire au four de 35 à 40 minutes. Le gâteau est cuit lorsqu'en le piquant avec un cure-dent il en ressort sec.
- 8) Laisser reposer le gâteau pendant 3 minutes et le démouler sur une grille. Laisser refroidir.
- 9) Couper le gâteau en deux et étendre de la crème fouettée sur la première partie. Recouvrir avec la seconde partie. Décorer le tout de crème glacée et de cerises.





Trefflé Berthiaume, le «sauveur» de LA PRESSE

Un document historique de première valeur

HISTOIRE DE LA PRESSE

par Cyrille Felteau

TOME I

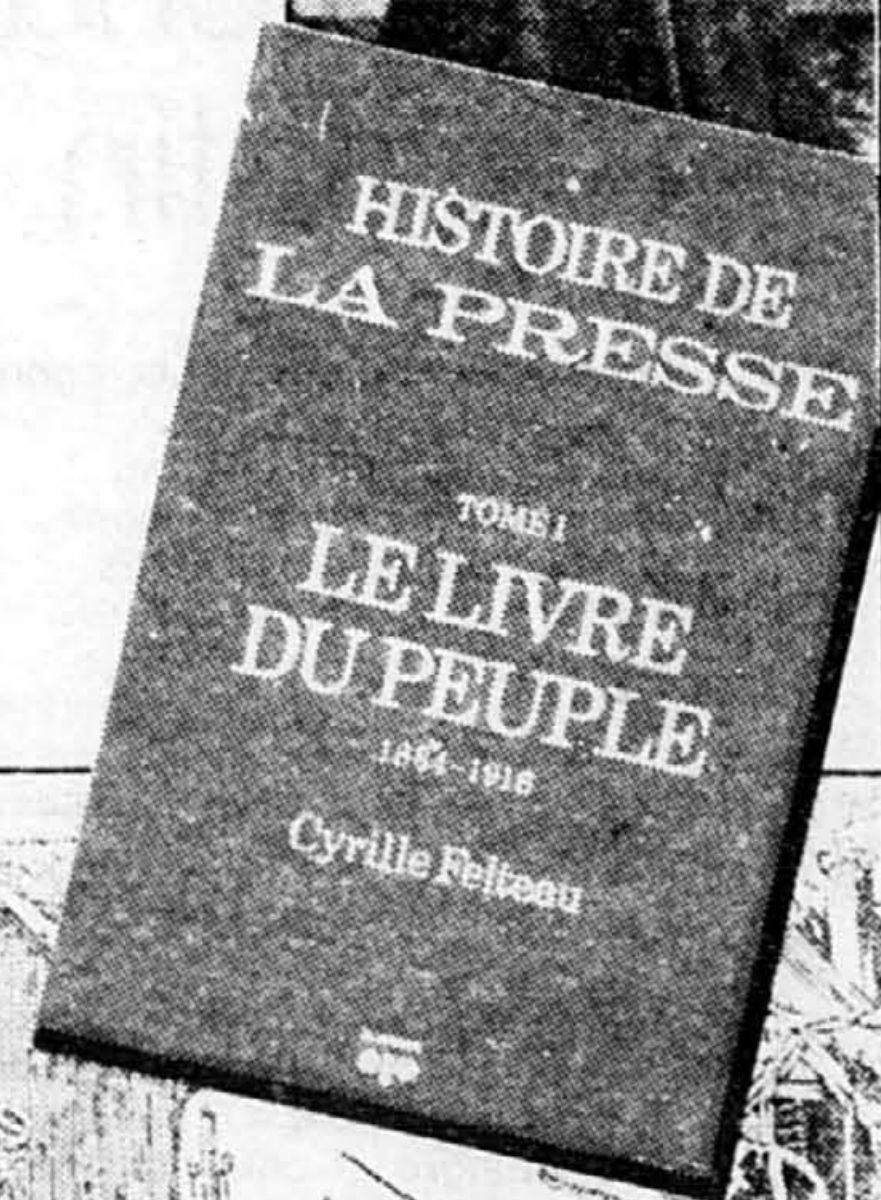
LE LIVRE DU PEUPLE

De la naissance de LA PRESSE à la mort de celui qui en fit «le plus grand quotidien français d'Amérique»

Nombreuses illustrations/406 pages



Quelques scènes du début du siècle



OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉS DE LA PRESSE 20% DE RÉDUCTION

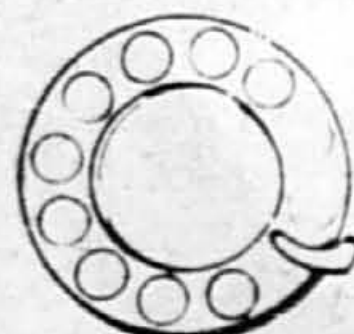
COMMANDEZ PAR TÉLÉPHONE

Service rapide et efficace

285-6984

Économisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué. Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9h à 16h.

Prière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.



AEC Membre de l'Association des éditeurs canadiens

BON DE COMMANDE

Veuillez me faire parvenir

() exemplaire(s) de HISTOIRE DE LA PRESSE au prix de 14,95\$ chacun, plus 1\$ de frais de poste et manutention. Je suis abonné à LA PRESSE. Veuillez me faire parvenir () exemplaire(s) de HISTOIRE DE LA PRESSE au prix de 11,95\$ chacun, plus 1\$ de frais de poste et manutention.

No d'abonné.....

IMPORTANT: Joignez à cette demande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse, Ltée.

Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement:

M/ Card ☐ no.....
VISA ☐ no.....

À retourner aux:

Éditions La Presse, Ltée,
7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec)
H2Y 1K9

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....

PROVINCE.....

CODE POSTAL..... TÉL:.....

TOTAL ci-joint..... (plus 1\$ pour frais de poste et manutention)